

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 303 - JUILLET 2019

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 303

Viandes bovines

Jeunes bovins

France

- Un marché atone et des prix bas

Europe

- Demande limitée et prix en berne

Femelles

France

- Marché fluide mais prix dégradés

Europe

- Abattages réduits, sauf en Irlande

Maigre

- Les cours entament une baisse début juillet malgré l'offre limitée

Veaux de boucherie

- Une crise de plus en plus profonde

Veaux nourrissons

- Déjà la rechute

Lait de vache

Collecte laitière

- Croissance stoppée dans l'UE-28

Marché des produits laitiers

- A la recherche d'un équilibre

Viande ovine

France

- La cotation française reste sous pression

UE et monde

- La cotation baisse au Royaume-Uni

Lait de chèvre et viande

Fromage

- La consommation est toujours dynamique

Matière première : l'approche des récoltes en hémisphère Nord contient les prix des céréales à paille

La canicule vient perturber des marchés parfois déjà en difficulté

Diminution de la consommation, interdiction temporaire de déplacement des animaux vivants, la canicule qui a touché l'Europe de l'Ouest courant juin a perturbé les marchés bovins, dont certains étaient déjà en difficulté.

En bovins finis, mâles comme femelles, les cours sont à la baisse partout en Europe alors que l'offre n'est pas pléthorique à quelques exceptions près. Même constat pour le veau de boucherie dont la cotation continue de plonger.

Sur les marchés du vif, la cotation française du veau nourrisson chute à nouveau malgré des naissances en repli. Les cours des broutards, stables jusque-là, se replient légèrement, mais restent à un niveau élevé.

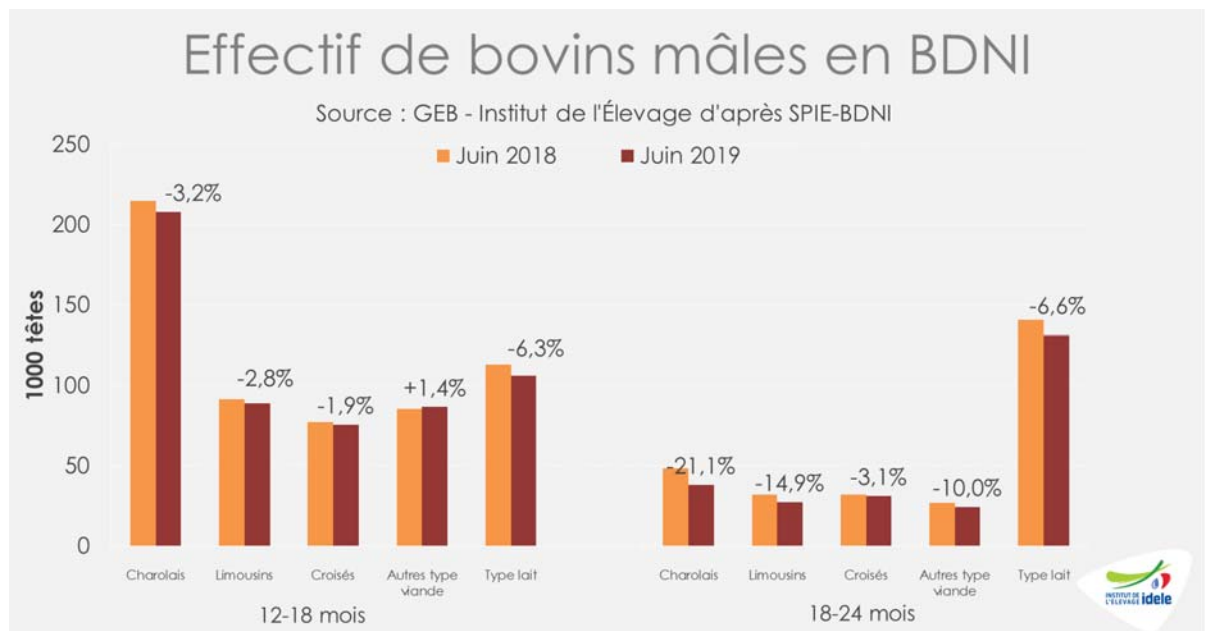
Viandes bovines » Jeunes bovins » France » Un marché atone et des prix bas

Alors que les abattages et les effectifs de JB sont encore limités, les cours sont toujours à la baisse. La faute à une demande contenue et affectée par la canicule de juin dans toute l'Europe de l'Ouest.

Des niveaux d'abattages toujours limités

Sur les 4 dernières semaines connues (24 à 27), les abattages de JB de race à viande ont fortement diminué (-10% /2018). Ceux de JB laitiers affichent une baisse plus marquée (-16% /2018). Cette évolution s'explique à la fois par des stocks en ferme toujours limités et par une période contenant un jour ouvré de moins qu'en 2018. Ramenés au nombre jours ouvrés, les effectifs abattus restent inférieurs en races à viande (-5% /2018) comme en races laitières (-12%).

Au 1^{er} juin 2019, les effectifs en ferme de JB laitiers sont toujours en retrait pour les 12-18 mois (-7 000 têtes ; -6%), comme les 18-24 mois (-9 000 têtes ; -13%). Les effectifs de mâles de race à viande ou croisés recensés dans la base d'identification sont également en net recul pour les 18 à 24 mois (-19 000 têtes ; -13%). A noter que le déficit de 12-18 mois en races allaitantes se réduit (-10 000 têtes ; -2%). En attendant, les sorties de mâles devraient rester limitées à court terme.

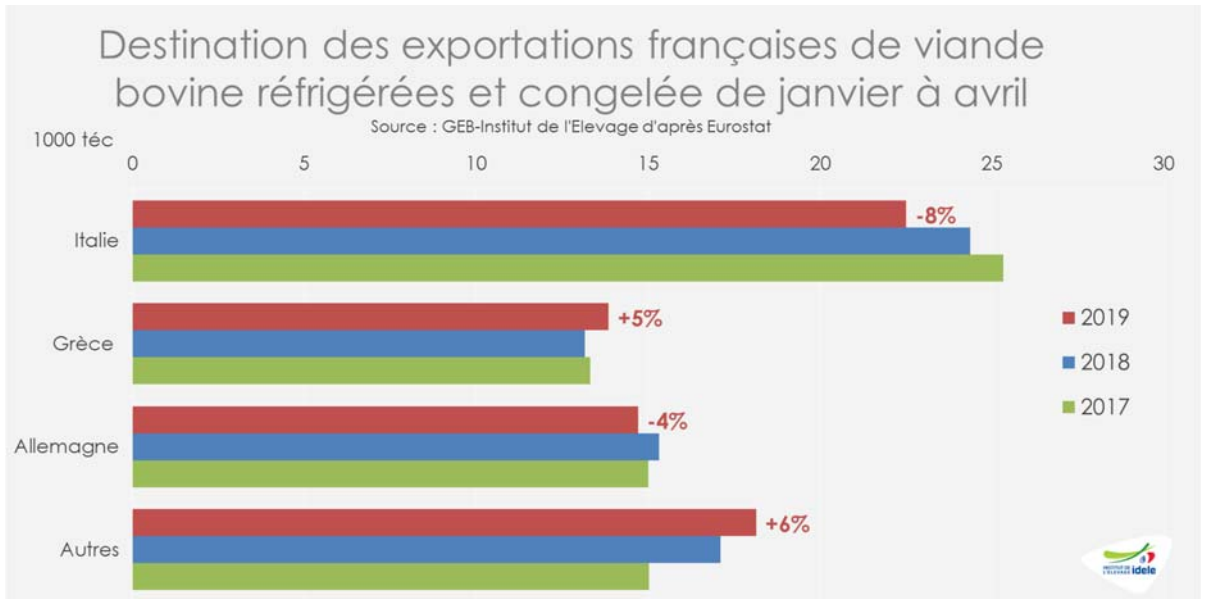


Moins de viande à exporter

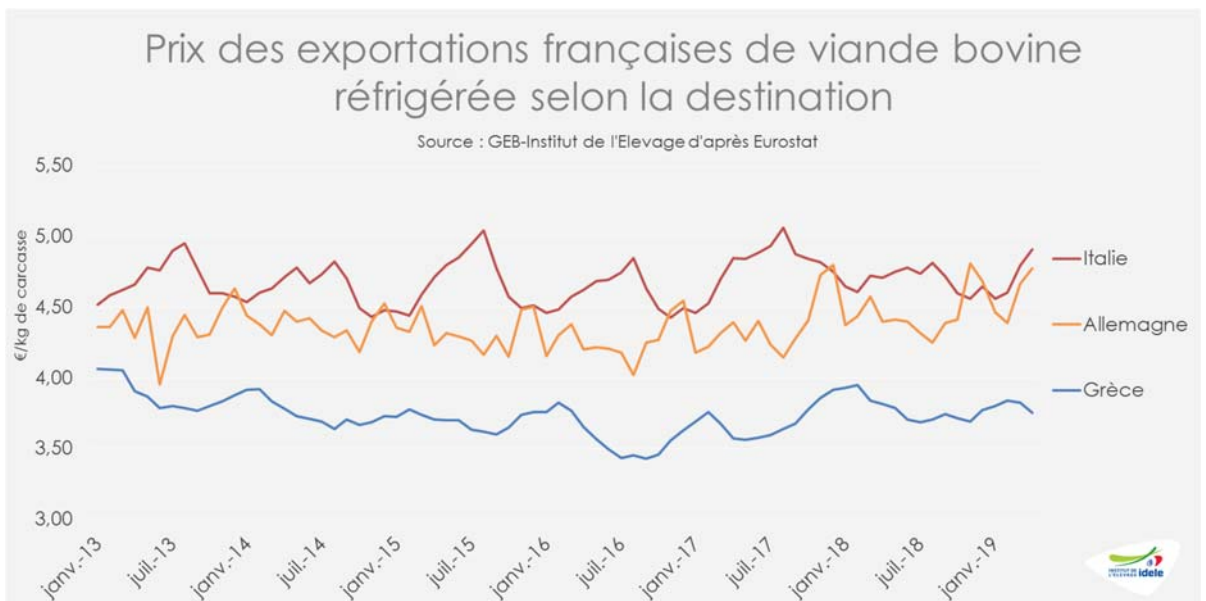
Face à une offre française en retrait et un marché européen atone, les exportations françaises de viande bovine ont diminué sur les quatre premiers mois de l'année, après une année 2018 assez dynamique (76 000 téc soit -2% /2018 et = /2017). La hausse des exportations de JB finis (+22% /2018), notamment vers l'Italie et le Maghreb, limite également les disponibilités de viande à l'export.

Les envois de viande bovine sont notamment plus limités vers l'Italie (-8% /2018), destination qui a globalement diminué ses importations de viande bovine. Ils le sont aussi vers l'Allemagne (-4% /2018), où la consommation et les importations ont diminué.

A contrario, les envois progressent vers les destinations secondaires (+6% /2018), comme les Pays-Bas ou la Belgique et la Grèce (+5% /2018).

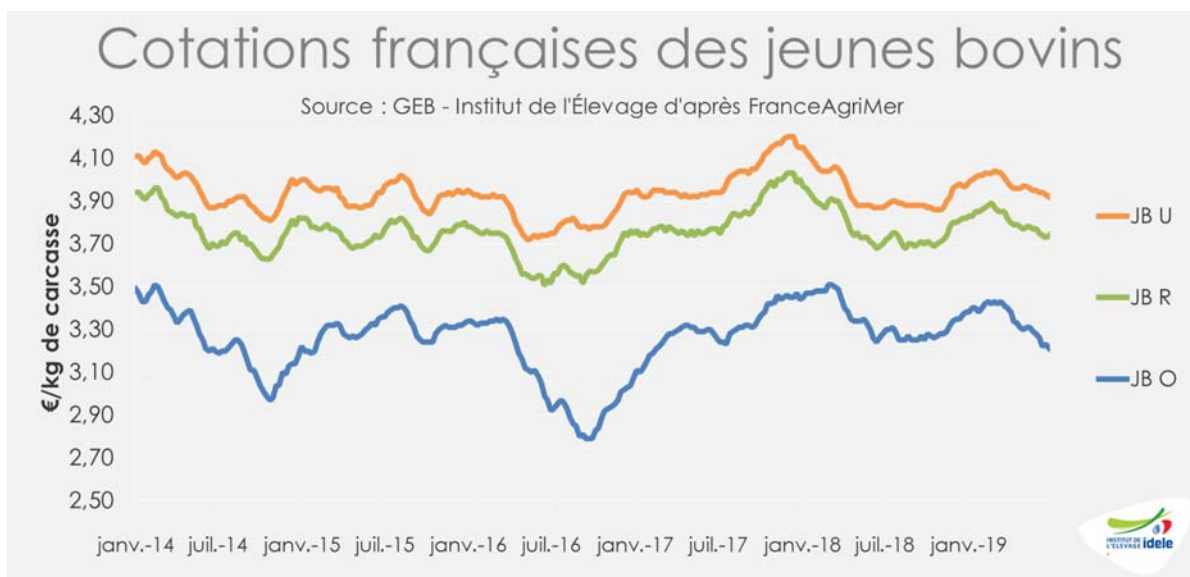


En valeur, les envois de viande bovine sont cependant stables d'une année sur l'autre (à 323 millions d'euros), grâce à la hausse des prix de vente des viandes exportées vers l'Allemagne et l'Italie, de même que vers d'autres destinations secondaires.



Poursuite de la baisse saisonnière, plus marquée pour les animaux moins conformés.

La baisse saisonnière des cours des JB se poursuit, de façon toujours plus marquée pour les moins bonnes conformations. La cotation du JB O a perdu 7 centimes en juin pour atteindre 3,23 €/kg de carcasse début juillet (-2% /2018 et -2% /2017). Les cotations des JB R et U ont toutes deux perdu 3 centimes sur la même période pour atteindre respectivement 3,74 €/kg et 3,92 €/kg, niveaux intermédiaires entre celles des deux années précédentes (+1% /2018 et -1% /2017). La baisse de consommation en Allemagne, participe à la baisse de prix, notamment pour les JB laitiers.



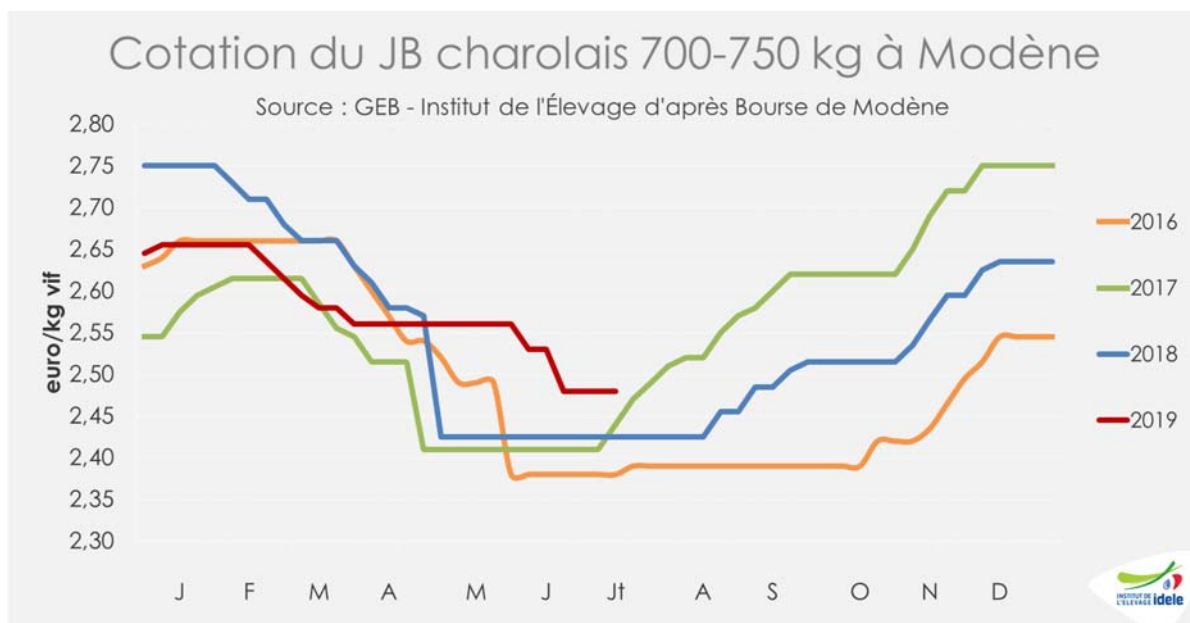
Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe » Demande limitée et prix en berne

La période de chaleur intense qui a touché l'Europe de l'Ouest au mois de juin a perturbé un marché européen du jeune bovin déjà encombré. Les prix sont désormais partout à la traîne, sauf peut-être en Italie où le marché reste malgré tout plus équilibré.

ITALIE : la vague de chaleur a limité la demande

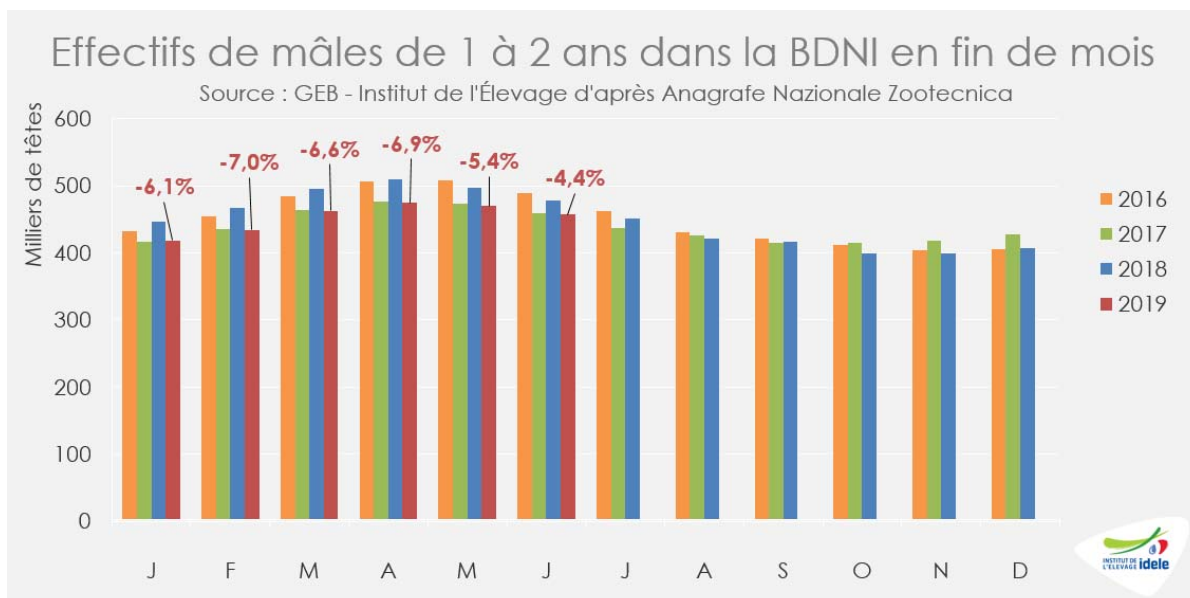
En **Italie**, la consommation relativement soutenue du 1^{er} trimestre (elle était stable en volume et en hausse en valeur (+2% /2018) avec une montée en gamme d'après l'analyse d'ISMEA) avait participé à limiter la vitesse et l'ampleur de la baisse saisonnière des cours du JB. Plus récemment, la vague de chaleur qui a touché l'Europe a perturbé temporairement cette dynamique.

Le cours du JB charolais de 700-750 kg à Modène a ainsi perdu 5 centimes en 4 semaines pour s'établir à 2,48 €/kg vif début juillet, niveau qui reste supérieur aux années précédentes (+2% /2018 ; +2% /2017). Constat similaire pour la cotation du JB limousin de 600-650 kg qui a perdu 3 centimes sur la même période, à 2,73 €/kg en semaine 28 (= /2018 ; +3% /2017).



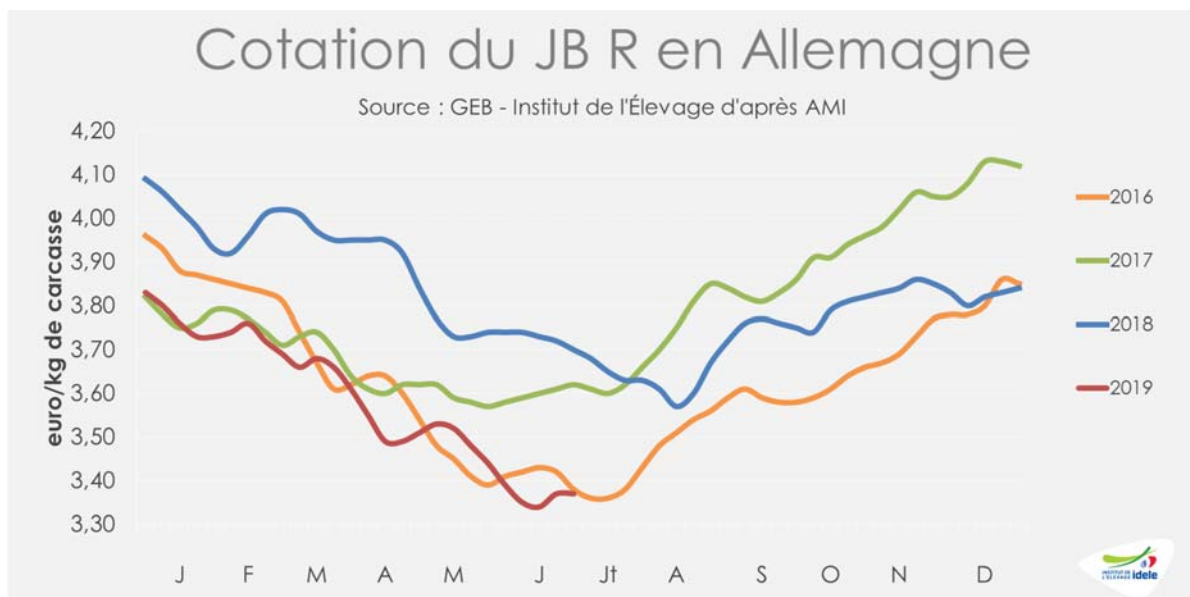
Sur le 1^{er} trimestre 2019, les importations italiennes de viande bovine fraîche et congelée ont sensiblement diminué (-4% /2018 à 100 400 téc), notamment depuis la France et l'Allemagne. A contrario, les importations ont augmenté par exemple depuis l'Irlande (+5% à 7 500 téc).

La remontée des cours dépendra de la demande dans les semaines à venir. En effet, l'offre nationale demeure toujours restreinte. D'après la BDNI italienne, les effectifs de mâles de 1 à 2 ans présents en élevage restent limités même s'il y a désormais un peu plus de stocks que les mois précédents : fin juin 2019, le déficit d'effectifs par rapport à l'année dernière atteignait 21 000 têtes (-4% /2018) contre 35 000 têtes deux mois auparavant (-7% /2018).



ALLEMAGNE : les prix pâtissent d'une demande en retrait

En **Allemagne**, les prix des jeunes bovins demeurent au creux de la vague. En effet, en semaine 26, la cotation du JB R est toujours largement inférieure aux cotations des deux années précédentes (-8% /2018 et -7% /2016) et tout juste équivalente à la mauvaise année 2016. A 3,37 €/kg de carcasse, elle a encore perdu 2 centimes en un mois (-1%). Le constat est le même pour les autres conformations : les JB U et O sont à des niveaux bas, à respectivement 3,45 €/kg éc (-8% /2018 ; -7% /2017) et 3,21 €/kg éc (-8% /2018 ; -5% /2017).



En effet, depuis le début de l'année, la consommation est à la peine. Elle a ainsi reculé au premier trimestre d'après les statistiques disponibles, avec moins de viande importée et plus de viande exportée. Plus récemment, avec les températures exceptionnellement élevées qui ont touché l'Europe de l'Ouest et le début des vacances d'été, la demande en viande bovine et l'activité des abattoirs sont restées très modérées.

D'après l'indicateur hebdomadaire AMI, le nombre de JB abattus sur les quatre semaines de juin était en retrait d'environ 4 000 têtes par rapport aux deux années précédentes (-6% /2018 ; -5% /2017).

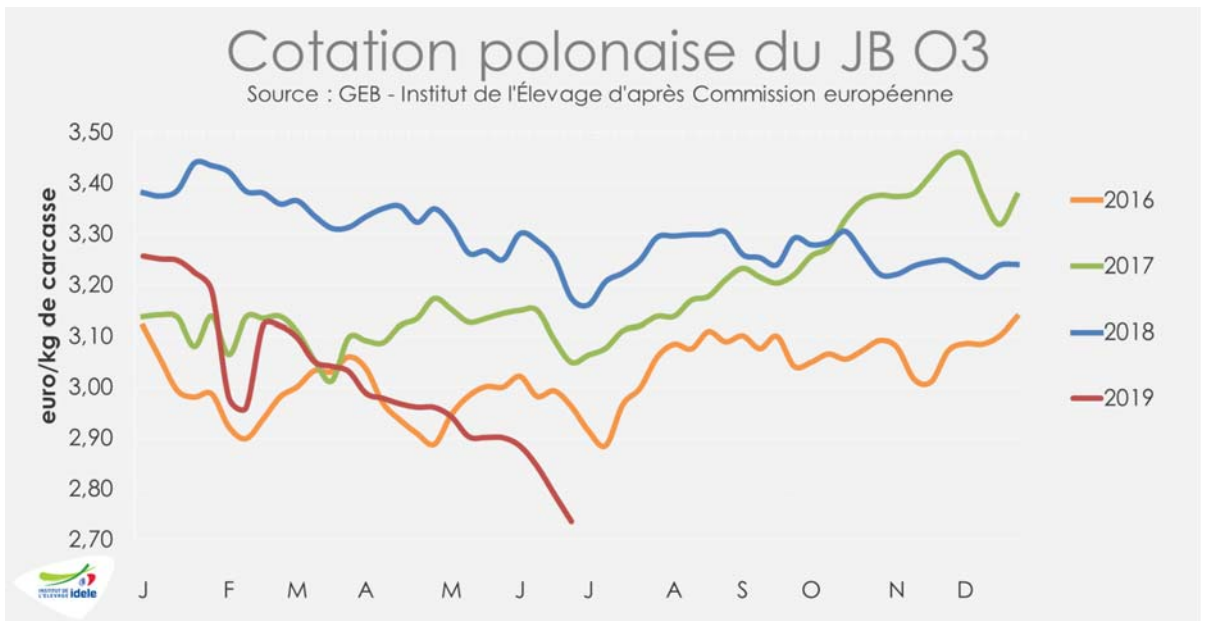
Les effectifs présents en ferme ne sont pas pléthoriques. D'après l'enquête cheptel de mai, le nombre de mâles de 1 à 2 ans était inférieur de près de 5 000 têtes à l'année précédente (-0,5% /2018).

Dans les semaines à venir, la situation du marché pour la viande de JB, moins demandée pendant les vacances d'été, ne devrait pas fondamentalement changer.

POLOGNE : les cours continuent de plonger

En **Pologne**, le marché du JB continue de dégringoler après les différents scandales impliquant l'industrie polonaise de la viande bovine depuis le début de l'année (commercialisation de vaches malades impropres à la consommation, production de faux steaks hachés pour le marché français).

Ainsi, les cotations des JB R et O ne cessent de plonger. Elles ont perdu 17 centimes sur les 4 dernières semaines pour s'établir respectivement à 2,82 €/kg éc (-13% /2018 et -11% /2017) et 2,73 €/kg éc (-14% /2018 et -10% /2017) en semaine 26.

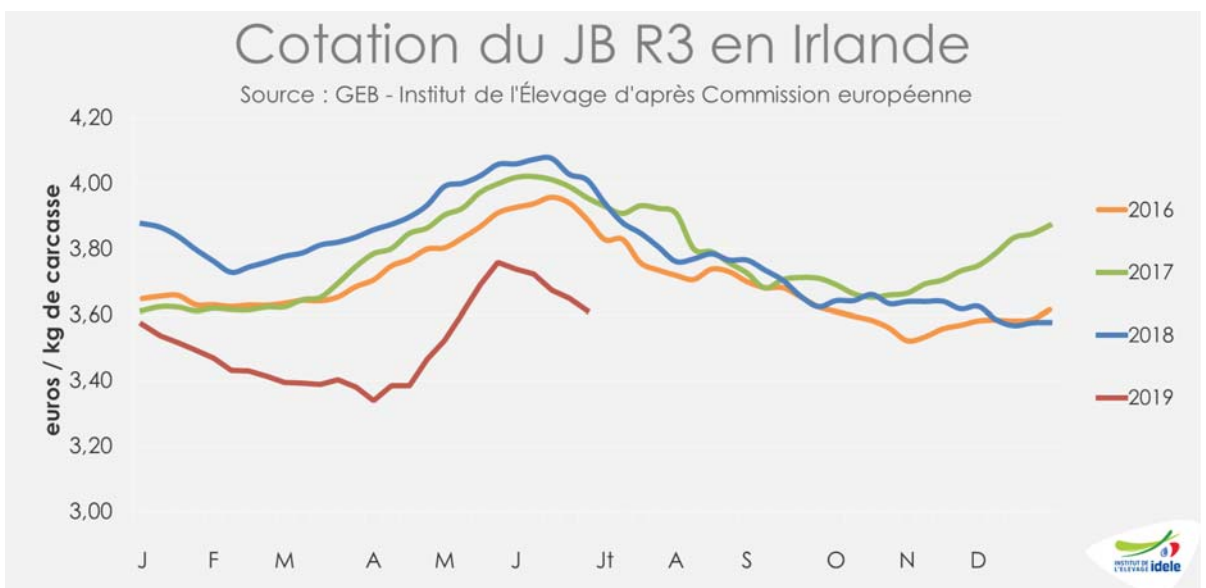


La demande européenne en viande bovine polonaise reste très limitée. Sur le 1^{er} trimestre 2019, les exportations de viande réfrigérée et congelée ont reculé de près de 13 000 téc à 95 000 téc au total (-12% /2018). C'est notamment le cas vers l'Allemagne (-6%), le Royaume-Uni (-10%) et l'Italie (-1%). D'après Eurostat, entre janvier et avril 2019, ce sont 25 000 têtes de moins qui ont été abattues (-8% /2018). Et ce alors que la Pologne avait démarré l'année avec des effectifs de mâles encore en forte hausse (+6%). Il reste donc du stock à écouler en ferme.

IRLANDE : toujours plus de JB pour l'Europe continentale au détriment du prix

En **Irlande**, pour anticiper le *Brexit*, certains éleveurs se sont tournés vers la production de taurillons à destination de l'Europe continentale au détriment du bœuf, destiné prioritairement au Royaume-Uni (cf. article mois précédents). D'après les statistiques hebdomadaires de Bord Bia, les abattages de JB ont ainsi augmenté au 1^{er} semestre de plus de 16 000 têtes (+14% /2018). Cependant, ce rythme semble se réduire. Sur les quatre dernières semaines connues, le niveau d'abattages de JB en Irlande était semblable aux années précédentes (+1% /2018 et -1% /2017).

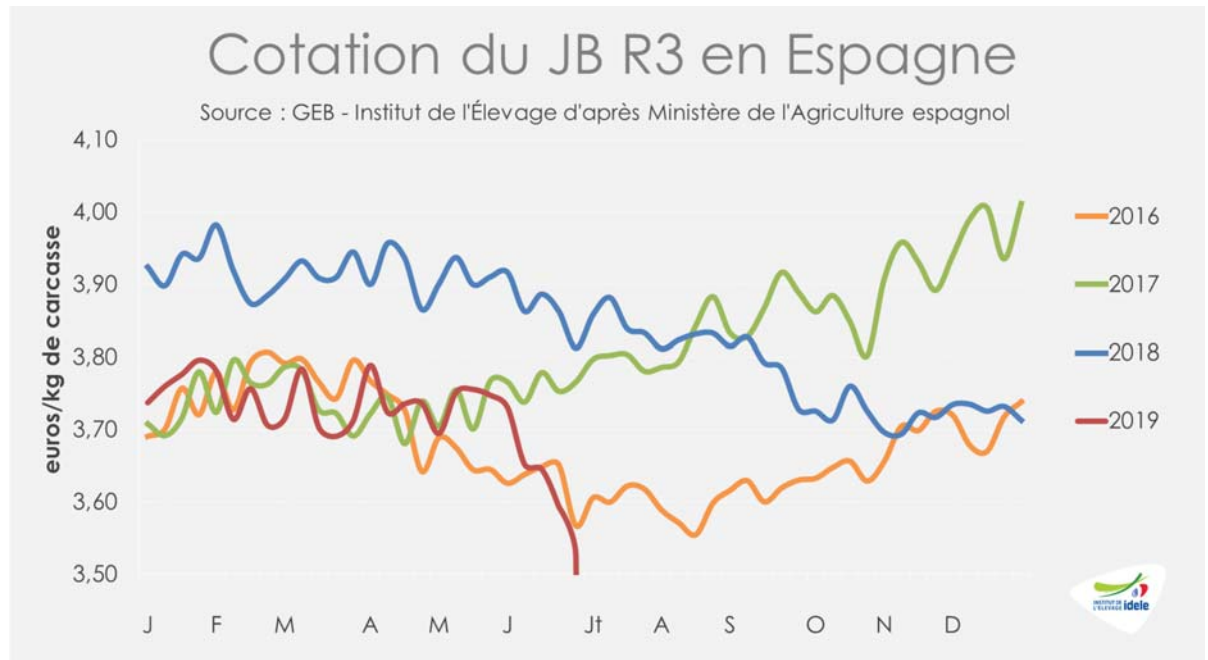
Face à un marché européen difficile, la demande des abatteurs irlandais en JB est désormais limitée et les prix sont en berne. La cotation du JB R irlandais, déjà à un bas niveau, s'est ainsi dépréciée de 12 centimes en juin (-3% /mai 2019). A 3,61 €/kg de carcasse en semaine 26, elle est sensiblement inférieure à celle des années précédentes (-10% /2018 et -9% /2017).



ESPAGNE : les cours repassent sous le bas niveau de 2016

En **Espagne**, le contexte européen et la perte de débouchés pour les bovins vivants continuent de peser sur le marché du JB. Entre janvier et avril 2019, les données publiées par Eurostat font état d'une hausse des abattages de taurillons plus limitée qu'en fin d'année dernière (+8 000 têtes, soit +2% /2018).

Face à une demande atone et limitée par les semaines chaudes de juin, la cotation du JB R espagnol reflue depuis plusieurs semaines. À 3,52 €/kg de carcasse fin juin, elle a perdu 20 centimes en un mois. Elle est désormais inférieure aux trois années précédentes (-8% /2018 ; -6% /2017 et -1% /2016).

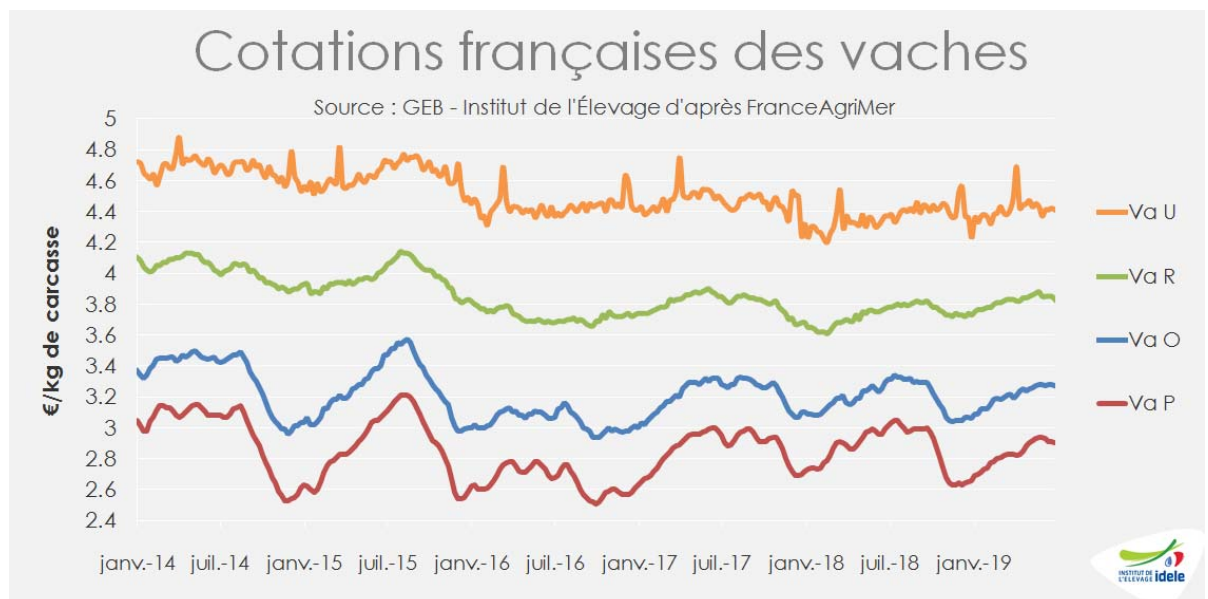


Viandes bovines "Femelles" France Marché fluide mais prix dégradés

L'offre abattue est toujours inférieure à l'année passée et le marché semble fluide. Pour autant, les prix restent sous pression, en prise avec un marché européen plutôt dégradé qui oriente davantage de volumes vers la France.

Les prix repartent à la baisse

Les prix des vaches ont montré une inflexion en juin, repartant à la baisse après plusieurs mois de reconquête. La vache U cotait 4,41 €/kg de carcasse début juillet (+1% /2018 ; -2% / 2017) et la vache R 3,83 €/kg (+1% /2018 ; -1% /2017). Les vaches laitières décrochent par rapport aux années précédentes malgré une offre réduite. La vache O cotait 3,27 €/kg (-1% /2018 ; = /2017) et la P 2,90 (-4% /2018 ; -2% /2017).



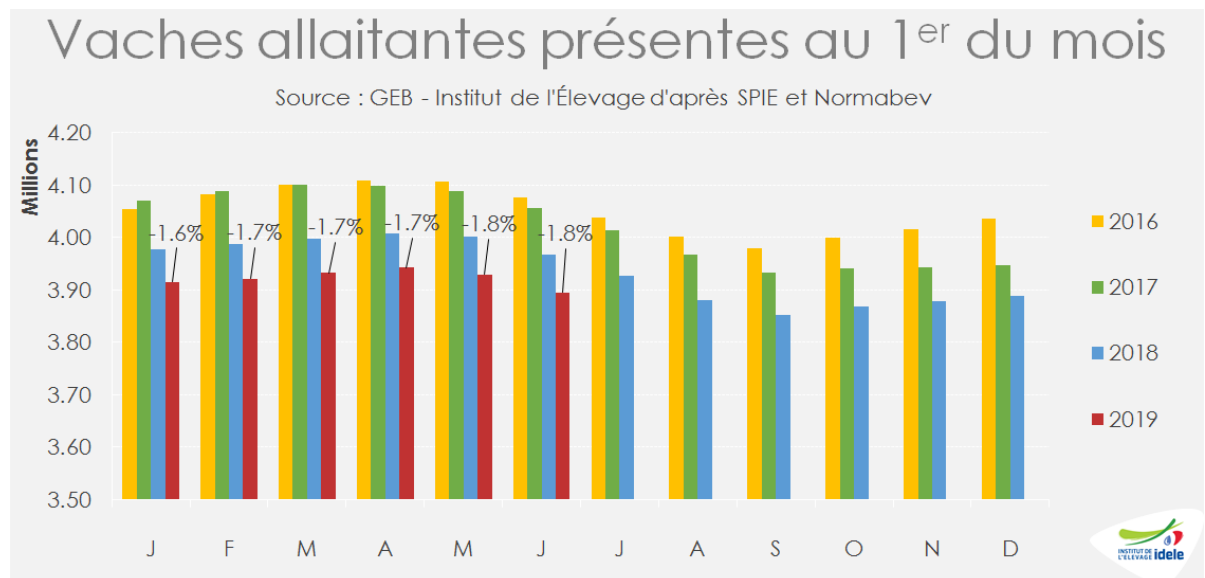
Abattages toujours en baisse

D'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev, les abattages de femelles continuent de reculer par rapport aux niveaux élevés de l'an dernier (-2% /2018 pour les vaches laitières sur les 4 semaines finissant le 7 juillet ; -1% pour les vaches de type viande et -6% pour les génisses de type viande). Le marché est plutôt fluide d'après les opérateurs et l'attente en élevage est très limitée.

Compte tenu des évolutions du cheptel et de la forte baisse du nombre de génisses prêtes à entrer dans le troupeau, tant en races laitières qu'en races allaitantes, les réformes devraient rester contenues dans les prochains mois.

La décapitalisation se poursuit

Le nombre de vaches allaitantes continue de reculer et le rythme s'est même accéléré depuis janvier, passant de -1,6% à -1,8% /2018. En effet, le recul des entrées dans le cheptel excède la baisse des réformes.



À ce repli du cheptel reproducteur s'ajoute une chute de la productivité numérique qui a conduit à un effondrement des naissances de veaux de mère allaitante début 2019. Celles-ci sont tombées à 1,81 million de têtes sur les 5 premiers mois de l'année (-129 000 /2018 ou -6,7%). Cette baisse de productivité s'explique sans doute par la sécheresse de l'an dernier, mais également par la FCO qui aurait diminué la fertilité des taureaux et provoqué des avortements et des naissances de veaux non viables. Ceci diminue le disponible en broutards (voir article sur les bovins maigres) et amputera le produit des ateliers bovin viande.

Le cheptel laitier poursuit quant à lui son érosion (-0,9% /2018 au 1^{er} juin).

Plus de viande importée

Les importations françaises de viande bovine ont totalisé 115 000 tonnes équivalent carcasse sur les 4 premiers mois de l'année (+5% /2018 et +11% /2017), dont 70 000 téc de viande réfrigérée (+5% /2018 et 2017), 36 000 téc de viande congelée (-1% /2018 ; +16% /2017) et 9 000 téc de viande transformée (+30% /2018 ; +56% /2017). La plus grosse progression a été réalisée par les fournisseurs irlandais (19 000 téc de viande réfrigérée et congelée, soit +13% /2018 et +12% /2017). L'offre pléthorique en Irlande depuis l'automne 2018 a alimenté ces flux, dynamisés en outre par l'écart de prix croissant entre la viande irlandaise et la viande française (voir article sur les femelles en Europe).

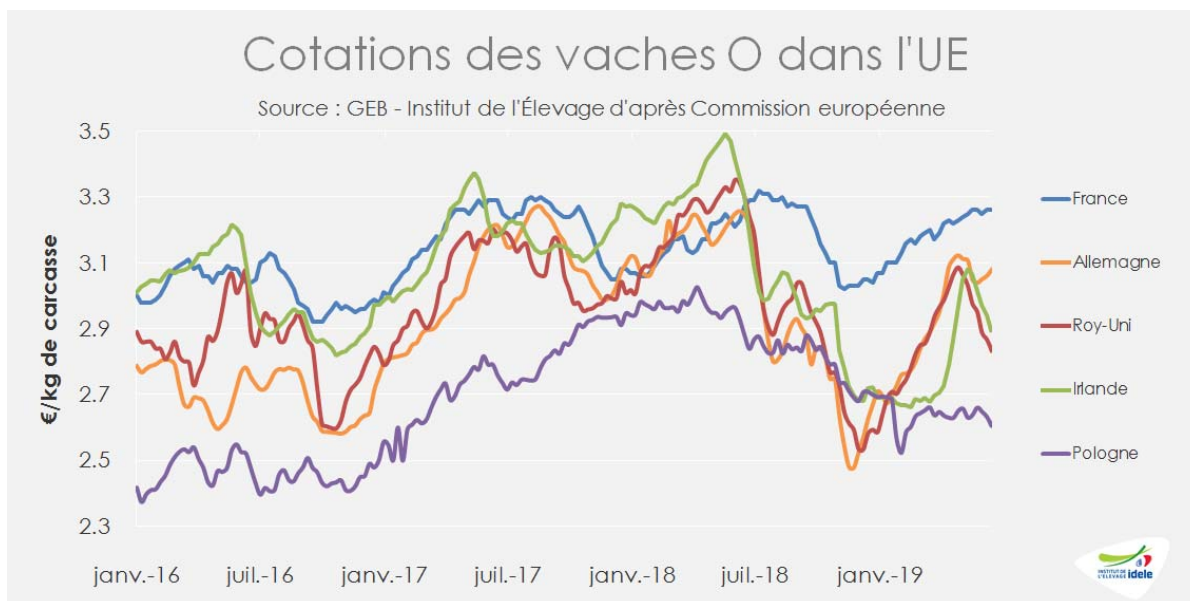
Avec 28 000 téc de viande réfrigérée et congelée (+5% /2018 et +7% /2017), les Pays-Bas poursuivent leur percée, mais la hausse concernerait essentiellement la viande de veau [BB1] dont la production continue de croître alors que celle de gros bovins poursuit son déclin. À l'inverse, les achats de viande allemande ont plutôt diminué (-3% à 18 000 téc) en raison du fort recul des réformes de vaches. Ceux à la Pologne ont chuté de 22% à 9 000 téc, plusieurs scandales ayant éclaboussé la filière polonaise et donc réduit la demande pour cette viande.

Consommation par bilan intermédiaire entre 2017 et 2018

D'après le SSP, les disponibilités de viande bovine consommables en France sur les 4 premiers mois de l'année ont totalisé 519 000 tonnes équivalent carcasse, soit un niveau intermédiaire entre ceux des 2 années précédentes (-1,0% /2018 et +1,9% /2017).

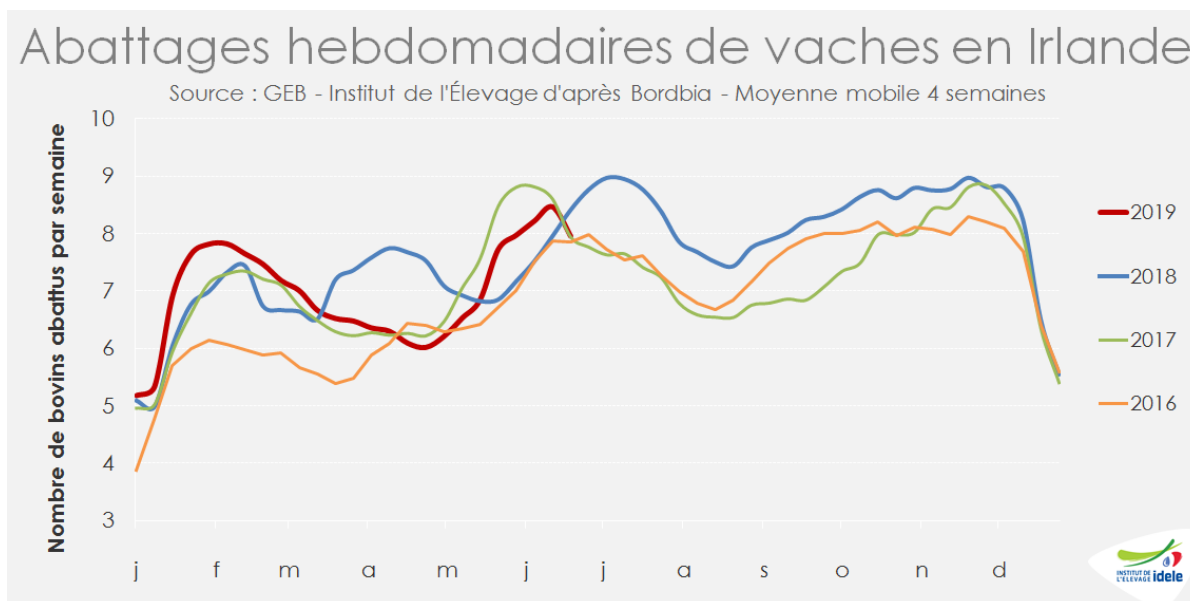
Viandes bovines " Femelles" Europe Abattages réduits, sauf en Irlande

Les cours restent bas, malgré des réformes ralenties dans tous les États membres, à l'exception de l'Irlande qui a enregistré un sursaut en juin.



IRLANDE : sursaut de réformes en juin

En **Irlande**, alors que les abattages de femelles s'étaient enfin calmés après une seconde partie d'année 2018 et un premier trimestre très fournis, ils ont rebondi en juin (+13% pour les vaches sur 4 semaines et +14% pour les génisses). Ce sursaut a fait replonger les cours. La cotation de la vache O irlandaise a perdu 16 centimes sur le mois pour retomber à 2,90 €/kg de carcasse (-12% /2018 et -9% /2017) fin juin. Celle de la génisse R a perdu aussi 16 centimes à 3,48 €/kg de carcasse (-7% /2018 et -6% / 2017).



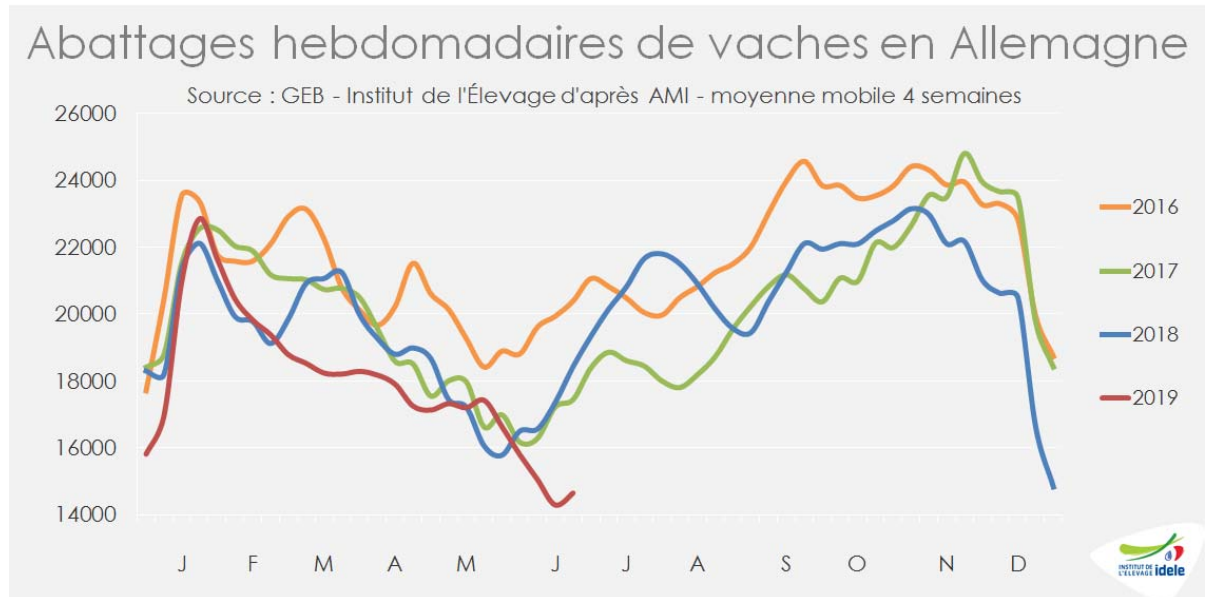
Au 1^{er} trimestre, les exportations irlandaises de viande bovine ont été dopées par la forte hausse de production, due à l'accélération des abattages avant l'entrée en vigueur du *Brexit* dont la date devait être initialement le 29 mars. L'Irlande a ainsi exporté 108 000 téc de viande bovine réfrigérée sur les 3 premiers mois de l'année (+16% /2018), dont 50 000 téc vers le Royaume-Uni (-1%), 11 000 téc vers les Pays Bas (+23%), 9 000 téc vers la France (+8%) et 8 000 téc vers l'Italie (+10%). Elle a également exporté 28 000 téc de viande congelée (+29% /2018), dont 11 000 téc vers le Royaume-Uni (-14%), 2 000 téc vers la France (+19%) et 10 000 téc vers les Pays tiers (x3).

D'après les données de la base nationale d'identification, l'Irlande ne comptait plus que 970 000 vaches allaitantes au 1^{er} mai 2019, soit 41 000 têtes de moins qu'un an plus tôt (-4,0%). A l'inverse, le cheptel laitier avait encore gagné 25 000 vaches pour totaliser 1,536 million de têtes (+1,6%). Les mâles de 1 à 2 ans étaient moins nombreux, qu'ils soient de type laitier (-16% ou -23 000 têtes) ou viande (-4% ou -24 000 têtes), en raison d'exportations en vif très dynamiques depuis le début de l'année (+40 000 veaux exportés /2018 au 1^{er} semestre et +6 000 broutards).

Dans les prochains mois, le marché irlandais pourrait être perturbé par la mise en œuvre d'une aide visant à compenser les effets du Brexit sur l'élevage allaitant, jugé particulièrement sensible par le gouvernement irlandais. Bruxelles souhaite conditionner sa participation à l'enveloppe de 100 millions d'euros (50% sur fonds irlandais, 50% sur fonds européens) notamment à la réduction du cheptel allaitant. L'Irlande a jusqu'au 31 juillet 2019 pour notifier la proposition de mesure qu'elle compte prendre ainsi que ses modalités. Mais le milieu agricole irlandais semble plutôt hostile à cette condition qui mettrait à mal l'économie et l'emploi dans les régions les moins favorisées, notamment à l'ouest du pays (article en anglais sur *Irish Farmers Journal*).

ALLEMAGNE : Les prix poursuivent leur remontée mais restent bas

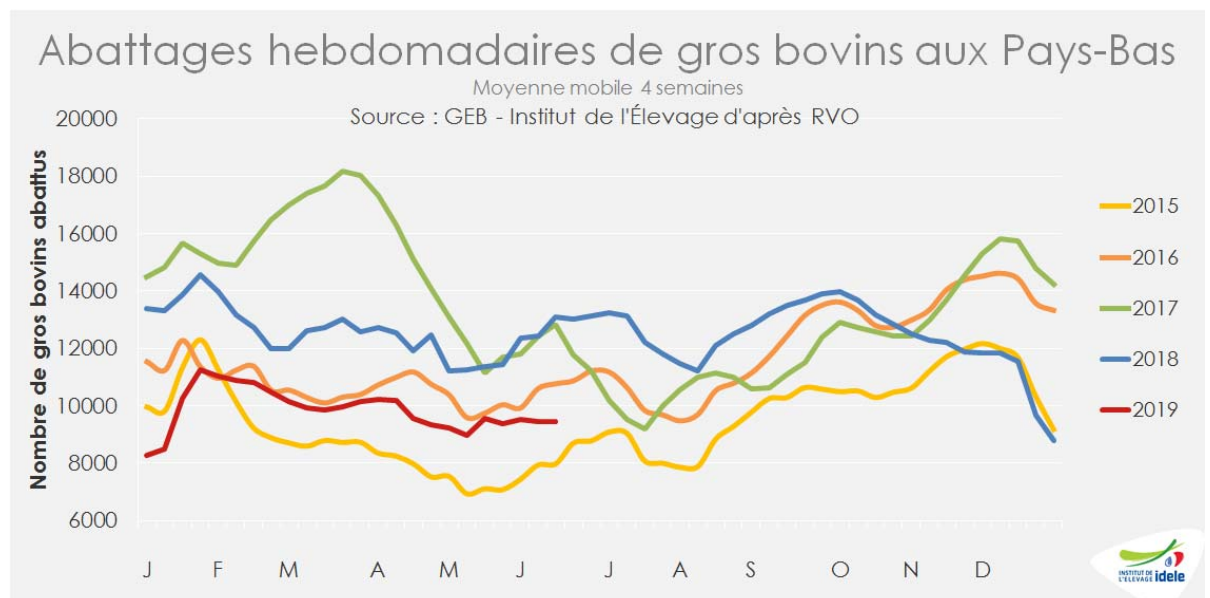
En **Allemagne**, les prix restent orientés à la hausse tout en restant très en deçà des années précédentes. La vache O cotait 3,02 €/kg fin juin (-5% /2018 et -4% /2017). Les réformes, déjà très en retrait depuis le début de l'année, ont décroché en juin : sur les 4 semaines du mois, l'indicateur d'abattages hebdomadaires enregistrait pour les vaches une chute de 20% /2018 et de 16% /2017. Ce ralentissement des réformes est la conséquence de la forte réduction du cheptel laitier depuis la sécheresse de l'été 2018. L'enquête cheptel de mai 2019 enregistrait une réduction de 100 000 vaches laitières d'un an sur l'autre (soit -2,4%).



Après plusieurs années de hausse, puis une stabilisation en 2018, la consommation allemande semble se replier. Au 1^{er} trimestre, la consommation calculée par bilan aurait chuté de près de 6%. Cette évolution négative du bilan s'explique principalement par la forte baisse des volumes importés (-15% à 95 000 téc), et dans une moindre mesure par la hausse des volumes exportés (+2% à 90 000 téc).

PAYS-BAS : réformes ralenties

Aux **Pays-Bas**, après 2 ans d'abattages massifs imposés par la mise aux normes environnementales des élevages bovins concernant les émissions de phosphates, les abattages de gros bovins sont fortement ralentis. Sur les 4 semaines de juin, ils ont chuté de 28% /2018 et de 26% /2017.



POLOGNE : marché convalescent

En Pologne, les prix des vaches restent déprimés. L'image de la viande polonaise a été mise à mal fin janvier par le scandale de la viande commercialisée issue de vaches malades, puis courant juin par les révélations sur des opérations frauduleuses visant des steaks hachés distribués à des associations humanitaires. La cotation de la vache O polonaise a encore perdu 4 centimes en juin pour tomber à 2,60 €/kg (-10% /2018 et -6% /2017).

Les abattages de vaches restaient en retrait en avril (-7% /2018), après avoir été très ralentis en février (-25%) et en mars (-16%) en raison de la forte baisse de la demande européenne suite au scandale de fin janvier.

Sur le 1^{er} trimestre 2019, la Pologne a réduit de 20%, à 65 000 téc, ses expéditions de viande bovine réfrigérée, tous les pays européens à l'exception des Pays-Bas ayant réduit leurs achats. Les expéditions de viande bovine congelée ont en revanche progressé de 13% à 30 000 téc, essentiellement vers les pays tiers (+33% à 6 000 téc).

Viandes bovines » Maigre »

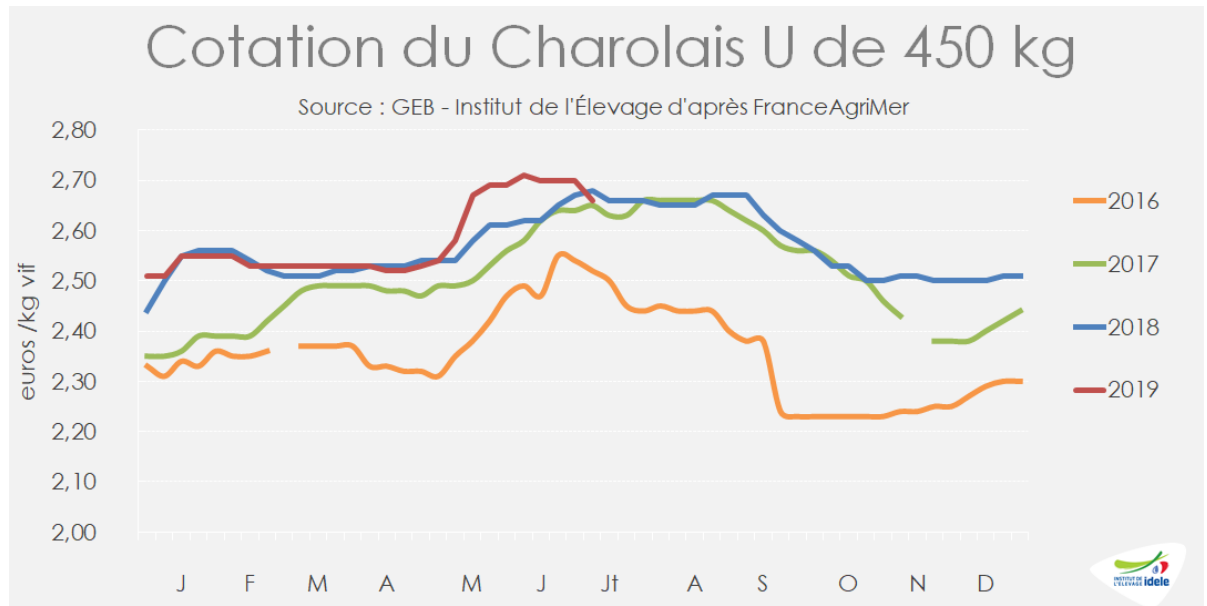
Les cours entament une baisse début juillet malgré l'offre limitée

Début juillet, les cours des brouards, stables jusque-là, se sont légèrement repliés malgré des disponibilités limitées. La canicule aurait ralenti les expéditions vers le Maghreb principalement. Toutefois, passé cet incident climatique, la demande demeurant ferme notamment vers l'Italie, les cours pourraient se stabiliser de nouveau avant l'automne.

Léger repli des cotations

Les cours des gros bovins maigres étaient similaires ou supérieurs à ceux des années précédentes au premier semestre. Avec l'arrivée de la canicule, les abattages de jeunes bovins ont ralenti en France et en Italie car la demande était contenue. Les cours des JB ont diminué en Italie, mais restent au-dessus des niveaux des années précédentes. Ce ralentissement des sorties ainsi que la perturbation du transport d'animaux par la canicule de fin juin semblent s'être répercutés sur la demande de brouards.

Début juillet, les cotations des mâles ont légèrement fléchi après plusieurs semaines de stabilité. Le Charolais U de 450 kg cotait 2,66 €/kg vif en semaine 27, soit 2 centimes de moins qu'en 2018 (-1% /2018). De même, à 3,15 €/kg, le cours du Limousin E de 300 kg a perdu 3 centimes entre les semaines 26 et 27, mais reste supérieur de 3 centimes à l'an passé (+1% /2018). Les cours restent habituellement à un niveau élevé à cette période et jusqu'en septembre.



Les cotations des femelles ont été reconduites grâce à la demande italienne dynamique. La Limousine E de 270 kg cotait 2,79 €/kg en semaine 27, soit un niveau intermédiaire entre 2017 et 2018. La Charolaise U de 270 kg est, quant à elle, repassée à 2,66 €/kg après un léger sursaut, soit 2 centimes de plus qu'en 2018 (+1%).

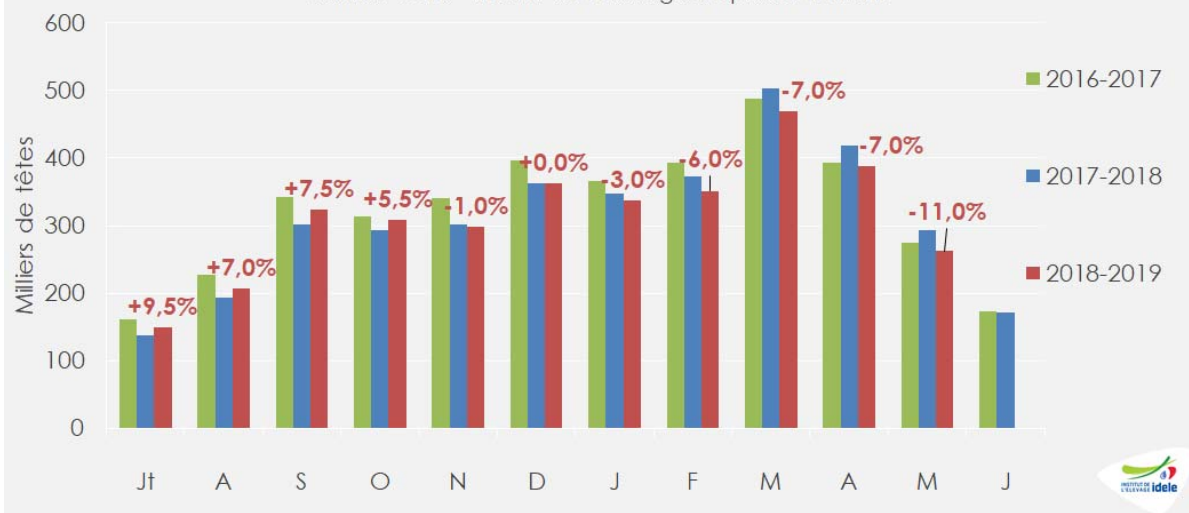
Offre toujours limitée

La baisse des naissances de veaux de mère allaitante s'est accentuée en mai avec 262 000 têtes, soit un recul de 32 000 têtes par rapport à 2018 (-11% /2018). Cette comparaison est à nuancer car l'an passé, les naissances avaient été décalées suite à des problèmes d'infertilité et donc anormalement élevées en mai. Le repli des naissances a néanmoins été significatif, de -5% par rapport à mai 2017.

Sur les 11 mois connus de la campagne 2018-2019, les naissances ont totalisé 3 457 000 têtes, en repli de 67 000 têtes par rapport à la précédente. Dans le sillage de l'érosion du cheptel allaitant, les naissances ont donc reculé de -2% /2017-18 et de -6,5% /2016-2017.

Naissances de veaux de mère allaitante

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE-BDNI



Au 1^{er} juin 2019, les stocks de mâles allaitants de 6-12 mois, estimés à 524 700 têtes d'après la BDNI, se situaient à mi-chemin entre le bas niveau de 2018 (+5,5%) et le haut niveau de 2017 (-5,5%). Les 997 900 mâles de 0-6 mois étaient en revanche moins nombreux (-5% /2018 et -6% /2017), en raison du repli des naissances.

Des exports en légère hausse avant l'été

En mai, les exportations de bovins de 4 à 16 mois ont progressé de 7% /2018, portant les envois cumulés sur cinq premiers mois à 415 900 têtes (+3% /2018 et -1,5% /2017). Les expéditions vers l'Italie, principal destinataire de ces animaux, ont été stables, mais avec un report des mâles vers les femelles qui se confirme. L'Espagne, deuxième client, a quant à elle réduit ses achats, du fait d'un marché du JB moins porteur.

Malgré les contraintes sanitaires liées à la présence de FCO en France et à une maîtrise difficile de la fièvre aphteuse en Algérie, les envois vers les pays tiers ont été dynamiques début 2019. Bien qu'ils restent secondaires, ils ont contrebalancé le recul du débouché espagnol. Les troubles politiques ne semblent pas avoir limité les achats algériens, et leurs importations de broutards français de janvier à mai ont plus que doublé par rapport à 2018, pour totaliser 23 600 têtes. Quelques milliers d'animaux ont pu également être envoyés en Tunisie et au Maroc, où la demande a progressé.

Cependant, la canicule, qui s'est installée sur la France fin juin, aurait ralenti les exportations de broutards au creux saisonnier des disponibilités. Le ministre de l'Agriculture a appelé au respect strict de la réglementation européenne sur le transport des animaux dans un communiqué du 27 juin. Il a rappelé qu'en conformité avec le Règlement européen (CE) N° 1/2005, quel que soit le moyen de transport, la température dans le véhicule doit être maintenue entre 5°C et 30°C (+/-5°C) pour les voyages de plus de 8 heures. Les débouchés français du Sud de la Méditerranée sont les plus vulnérables à de telles conditions climatiques. Les transports nationaux ou intracommunautaires ont pu être perturbés et ralentis, mais pas stoppés.

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

Une crise de plus en plus profonde

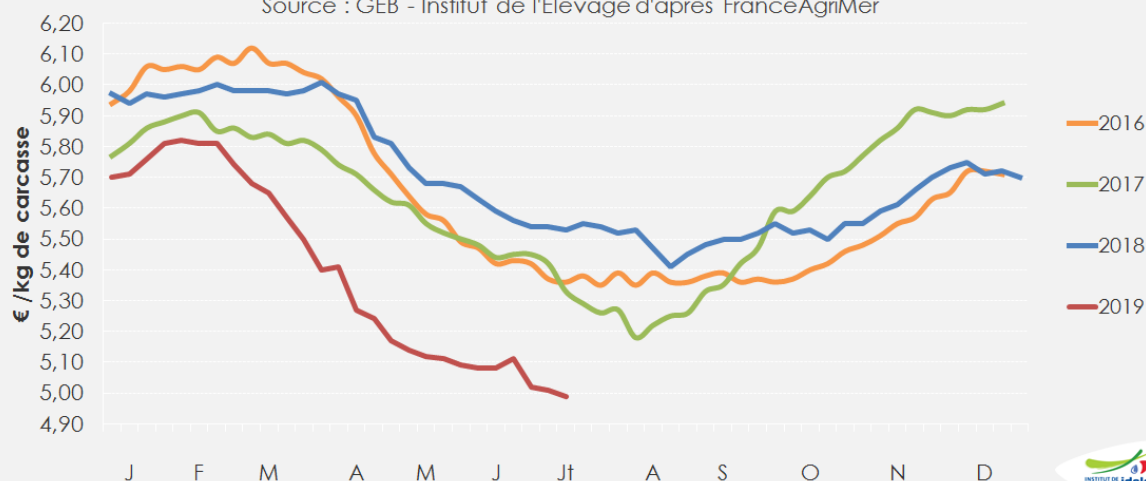
Les cours continuent de plonger : la cotation du veau de boucherie rosé clair O est passée sous les 5 €/kg en semaine 27. En France comme en Europe les voyants sont tous au rouge et alarmants pour la suite de l'été.

Des cotations qui s'effondrent

4,99 €/kg c'est la cotation du veau de boucherie rosé clair O en semaine 27. Très dégradée depuis le début de l'année, elle traduit un marché particulièrement lourd. Le retour de la canicule et la fin des opérations promotionnelles de la Pentecôte ont été fatales. Alors que les cours semblaient se stabiliser courant juin, ils viennent de subir 3 semaines de repli et pourraient continuer leur chute, malgré des sorties probablement ralenties.

Cotation du veau rosé clair O élevé en atelier

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

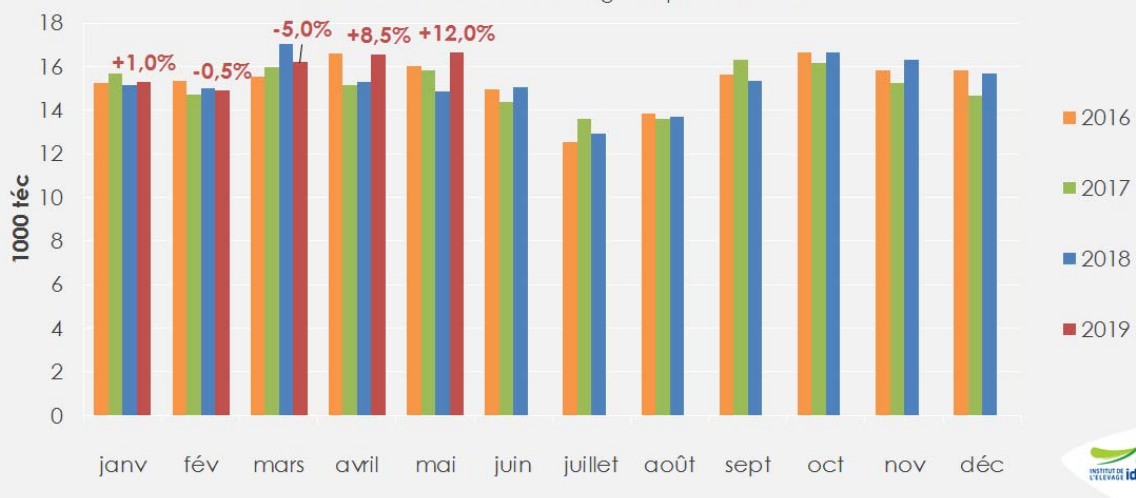


Des abattages en hausse

Les abattages de veaux en France ont été élevés en avril et mai 2019. Corrigés des variations journalières (CVJA), ils atteignent 111 500 têtes en mai 2019 soit +9% /2018 et +2,5% /2017. Cette hausse intervient toutefois après un fort recul des abattages en mars et alors que les premières remontées annoncent un net repli des abattages en juin. La tendance est accentuée en volume, avec 16 500 téc CVJA abattues en mai 2019, soit un bond de la production de +12% /2018 et +6% /2017.

Abattages CVJA de veaux gras

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE Normabev



Sur les 5 premiers mois de l'année, les abattages de veaux gras engraisés en France ont reculé en têtes de 1% /2018, mais ont légèrement progressé en téc du fait de l'alourdissement des carcasses (+0,5% /2018). Dans le même temps les importations de veaux gras finis ont doublé et atteint 24 000 têtes. Ainsi, le total CVJA de veaux abattus en France sur janvier-mai 2019 est en légère hausse par rapport à 2018 à 546 000 têtes (+1% /2018, = /2017) et 79 700 téc (+3% /2018, +3% /2017).

En cumul, le nombre de veaux de boucherie abattus en France aurait légèrement progressé au 1^{er} semestre 2019. Le repli des abattages de veaux français étant plus que compensé par la hausse des importations de veaux gras finis. Les importations supplémentaires de veaux seraient le fait d'un abattoir, dont les volumes sont montés en puissance courant 2018 et ont atteint un rythme de croisière en 2019. Le nombre de veaux étrangers importés pour abattage ne devrait ainsi plus progresser à court terme. Selon les professionnels du secteur, ces veaux sont abattus en France puis réexpédiés vers leur pays d'origine.

Des veaux toujours plus lourds et plus âgés

Alors que le nombre de veaux engraisés en France recule depuis janvier, la production de viande progresse. Cette situation s'explique par le vieillissement et l'alourdissement des veaux. Les poids carcasses des veaux abattus en France sur les 5 premiers mois de 2019 ont atteint en moyenne 145,9 kg éc, soit 2,7 kg de plus qu'en 2018 et 4 kg de plus qu'en 2017. Ce poids moyen le plus élevé jamais enregistré pour les veaux français, témoigne de la violence de la crise qui frappe le secteur (voir numéro d'avril 2019).

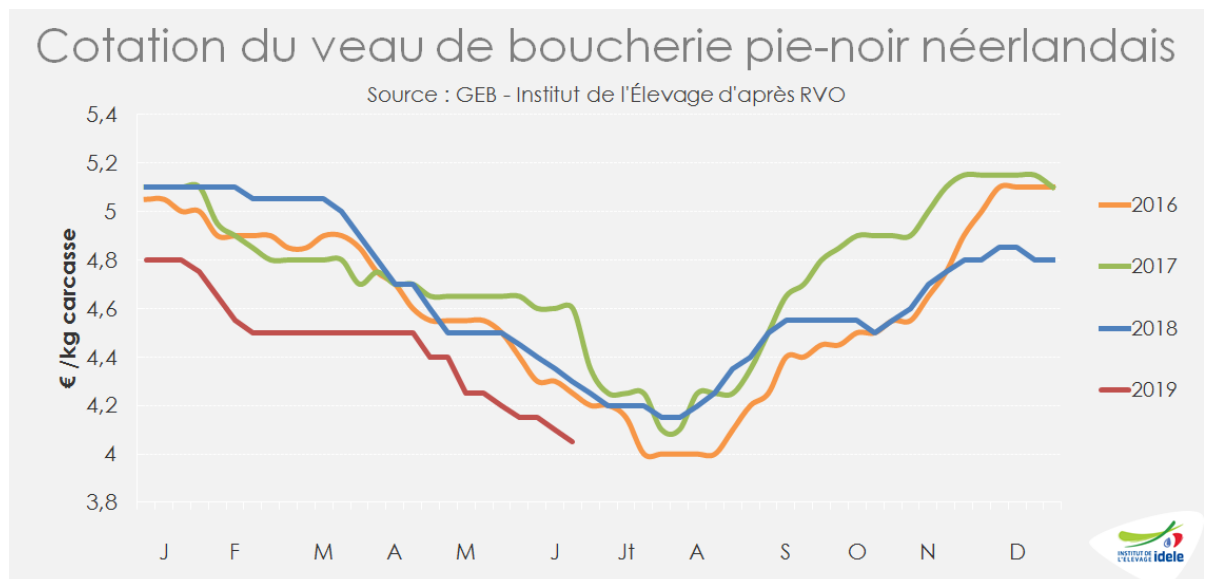
L'alourdissement des veaux est une tendance structurelle choisie dans la filière pour réduire les coûts de production. Mais il est cette année largement subi, pour cause de crise de consommation qui a retardé les sorties et repoussé l'âge moyen à l'abattage de 7 jours par rapport à 2017 en moyenne à 185 jours (soit 20 jours de plus qu'en 2012).

Des coûts de production qui progressent toujours

La chute des cours du veau intervient en outre dans une période de hausse des coûts des intrants. Si la cotation de la poudre de lactosérum se replie régulièrement depuis février, elle était en juin plus chère qu'en 2018 (713 €/t soit +3%). Ainsi l'Ipampa aliments d'allaitement pour veaux a atteint en mai 102,6 points, soit 7,9 points de plus qu'en 2018, égal à son niveau de 2017. Enfin l'Ipampa autres aliments pour veaux (aliments solides) reste à un niveau très élevé à 103,1 points (+6,3/2018).

Crise également violente aux Pays-Bas

La crise du veau n'est pas que franco-française, elle touche également les Pays-Bas, 1^{er} producteur européen. La cotation du veau pie-noir néerlandais est tombée à 4,05 €/kg en semaine 25, soit un repli de 25 centimes par rapport à 2018 et 55 centimes par rapport à 2017. Selon les professionnels du secteur, l'érosion des prix devrait se poursuivre dans les prochaines semaines du fait de stocks importants de viande et d'une production toujours croissante, face à une demande morose en France comme en Italie.



La production néerlandaise de veau de boucherie demeure dynamique depuis 2014 : sur les 4 premiers mois de 2019, les abattages ont encore progressé, de +5,5% à 478 000 têtes, et dépassé leur niveau record de 2018 et bondi de +6,5% /2017. La croissance de la production en 2019 a 2 explications, la hausse réelle du nombre de veaux sortis des ateliers d'une part, et d'autre part le recul des exportations de veaux finis vers l'Allemagne et la Belgique. Pour mémoire, en 2018 les abattages totaux de veaux aux Pays-Bas ont progressé de 8% par rapport à 2017, la moitié de cette progression était due au repli des exportations de veaux finis.

Une crise lourde de conséquence

Tous les indicateurs disponibles montrent l'ampleur de la crise que traverse le secteur du veau de boucherie. La plupart des acteurs interrogés attendent une reprise des cours à partir d'octobre, avec la reprise saisonnière de la consommation. Mais dans l'immédiat, l'été s'annonce très difficile pour les opérateurs. A plus long terme la crise risque d'impacter durablement le potentiel productif de la filière française.

Viandes bovines » Veaux nourrissons » Déjà la rechute

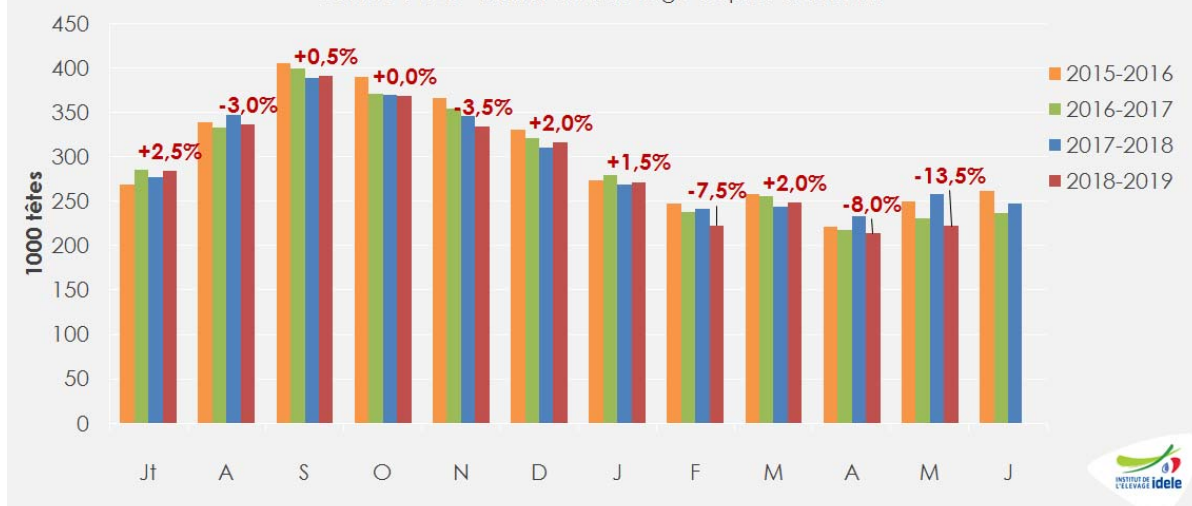
La cotation française du veau nourrisson chute de nouveau. Malgré des naissances en repli et des exportations dynamiques, les cours des petits veaux subissent de plein fouet la crise du veau de boucherie.

Des naissances en repli au 1er semestre 2019

Les naissances de veaux de mère laitière sont en net repli en 2019 : sur janvier-mai elles atteignent 1 179 000 têtes, soit -5% /2018 et -3% /2017. Cette chute est à nuancer car le début d'année 2018 était marqué par des naissances très élevées en contre coup de la dégradation de la fertilité observée fin 2017. Néanmoins en repli de 3% par rapport à 2017, les naissances laitières accusent un retard significatif. A l'issue de la campagne de vélage (de juillet 2018 à juin 2019) elles auraient baissé d'environ 2% par rapport à la précédente.

Naissances de veaux de mère laitière

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE BDNI



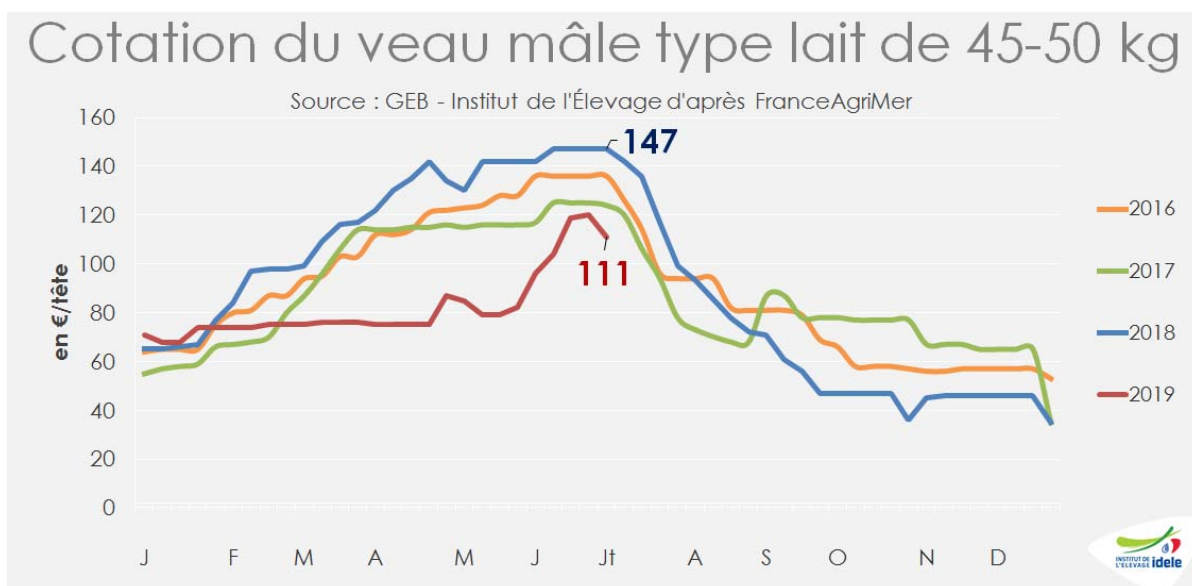
Le développement continu des naissances de veaux croisés L-V (mère laitière x père allaitant) observé depuis 2014 semble plafonner. Sur janvier-mai 2019 elles sont en repli de 2% /2018 à 248 000 têtes. Elles restent en forte hausse par rapport à 2017 (+3%), 2016 (+16%) et 2015 (+23%). Ce type de croisement représente 21% des naissances de veaux de mère laitière depuis janvier, une part croissante, mais encore inférieure au taux de croisement pratiqué dans certains pays, notamment aux Pays-Bas où il dépasserait les 30%

Les records continuent de tomber à l'export

Les exportations de veaux de mère laitière se sont légèrement repliées en mai 2019, de -3,5% /2018 à 14 500 têtes, en rapport avec les moindres naissances laitières. Cependant, elles sont demeurées très élevées comparées aux années précédentes : +23,5% /2017, X2 /2016. Depuis janvier 2019, 105 000 veaux ont été exportés, soit +6% /2018 et +31% /2017. Comme parmi les veaux naissants, les veaux croisés L-V exportés sont de plus en plus nombreux : 43 500 têtes sur 5 mois (+17% /2018, +46% /2017).

Cotation : déjà la rechute

Malgré des naissances en repli et des exportations dynamiques, le marché des veaux nourrissons est déprimé. Le redressement saisonnier des cotations, qui intervient habituellement au 2nd trimestre, a été bref et tardif (juin). En semaine 27, le veau de type laitier de 45-50 kg cotait 111 € par tête, soit 51 € de moins qu'en 2018.



Environ 60% des mâles de type laitier nés en France sont valorisés par la filière veau de boucherie. 30% sont abattus en JB, bœufs ou taureaux et environ 10% sont exportés. Les cotations du veau laitier illustrent donc les difficultés sur le marché du veau de boucherie. Dans une situation difficile, les mises en place de veaux sont réduites et les intégrateurs font pression sur le prix des veaux pour maintenir leurs marges.

Les marchés des veaux naissants devraient être particulièrement dégradés dès le mois d'août. Le pic des vêlages laitiers rencontrera une demande faible des intégrateurs de veaux de boucherie. Les exportations de veaux devraient continuer de progresser et battre de nouveaux records. Les cotations pourraient retrouver le niveau très faible de 2018 ou être encore plus dégradées.

La ressource limitée soutient des marchés peu euphoriques

A peine relancée en mars et avril, la croissance de la collecte européenne a tourné court en mai. Elle risque de demeurer entravée durant tout l'été si la chaleur et la sécheresse perdurent sur l'Europe continentale.

Dans l'hémisphère sud, la production laitière est aussi affectée par des incidents climatiques majeurs.

Malgré des ressources laitières réduites dans tous les bassins excédentaires, les marchés des produits laitiers ne sont pas euphoriques. Les cours de la protéine laitière ne progressent plus tandis que ceux du beurre et du lactosérum poursuivent leur repli.

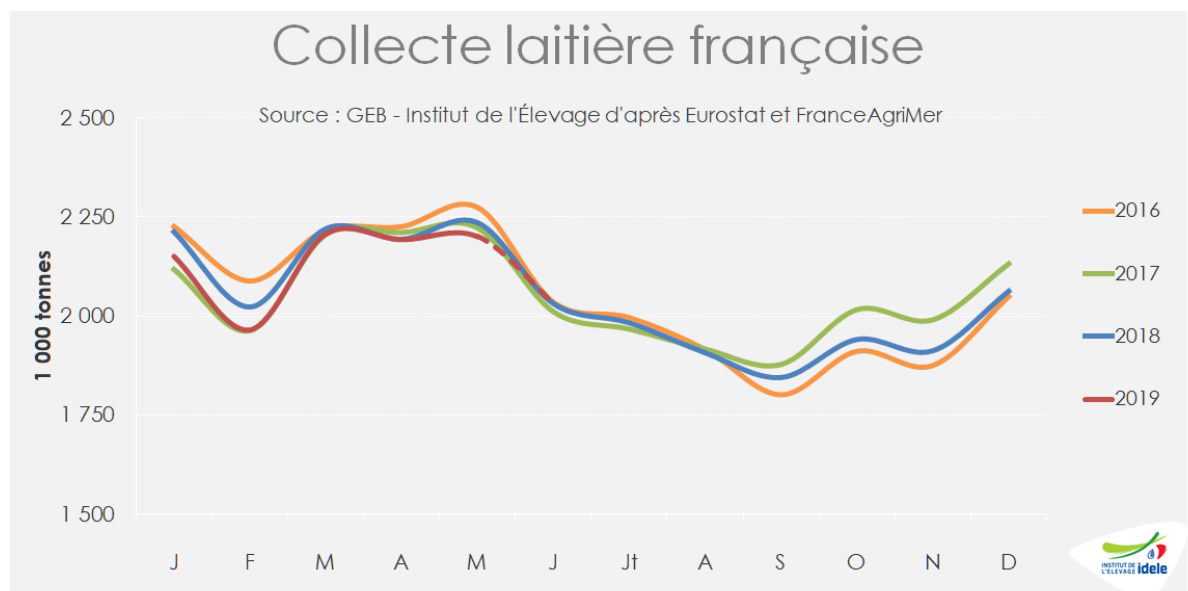
Lait de vache » Collecte laitière » Croissance stoppée dans l'UE-28

Après une nette reprise en mars et avril, la collecte européenne a marqué le pas en mai et juin. Le tassement de la ressource laitière dans les grands bassins exportateurs ne soutient pas pour autant les marchés des commodités laitières. Le prix du lait en France se tient mieux que dans les autres pays laitiers européens.

Fin juin, la canicule exceptionnelle affecte la collecte en France...

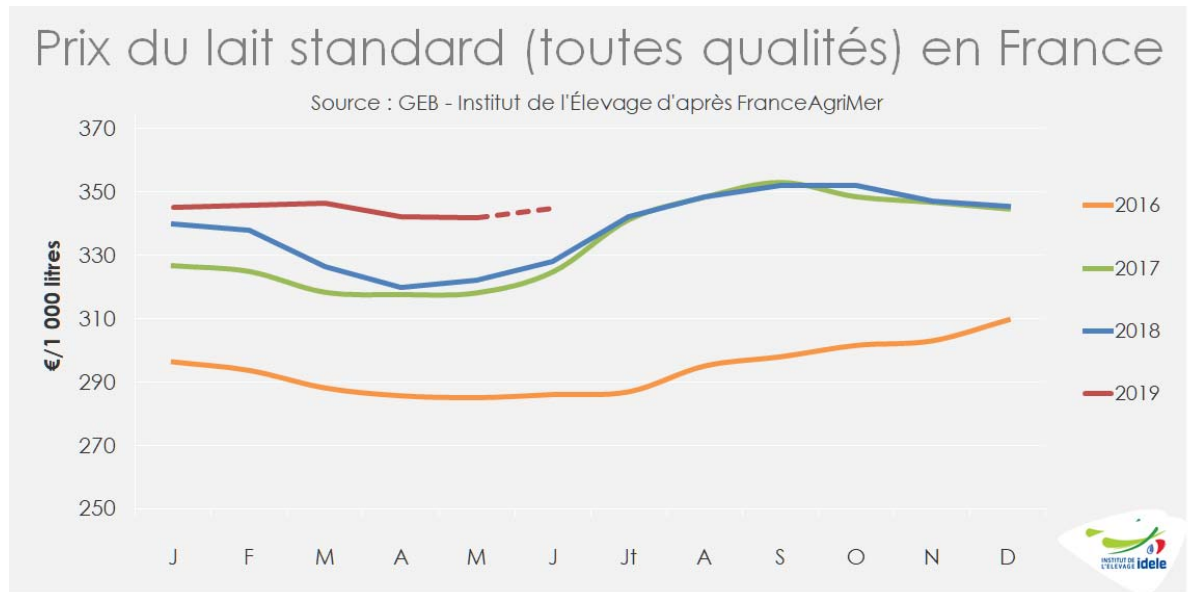
La collecte française peine à se redresser. Après avoir été ralentie au 1^{er} trimestre (-2% /2018), elle avait retrouvé en avril son niveau de 2018, avant de trébucher de nouveau en mai (-1,6% /2018) probablement à l'effet de décalage de vêlages d'un mois sur l'autre. En juin, le rétablissement semblait en bonne voie, jusqu'à l'épisode caniculaire qui a provoqué une chute de la collecte en semaine 26 (-1,5% /2018) d'après l'enquête hebdomadaire FranceAgriMer.

Avec le retour de température plus clémente par la suite, la collecte pourrait au moins égaler en juillet le niveau de l'an dernier. Ensuite sa trajectoire dépendra de l'évolution des conditions météorologiques. Elle sera probablement au plus égale à celle de l'an dernier si la sécheresse persiste. Elle pourrait en revanche connaître une remontée saisonnière plus prononcée en septembre avec une météo plus conforme à la normale sur la seconde moitié de l'été.



Le rétablissement de la production laitière repose d'une part sur un cheptel, estimé à 3,63 millions de vaches au 1^{er} juin 2019, qui poursuit une baisse tendancielle régulière depuis l'automne 2018 (-0,8% /2018), avec des évolutions régionales toujours contrastées. D'autre part, les éleveurs bénéficient d'un prix du lait stabilisé, lui aussi depuis décembre, dans une fourchette étroite comprise entre 342 et 345 €/1 000 l (lait standard 32-38 toutes qualités). En juin, il aurait regagné 3 € d'un mois sur l'autre à 345 €/1 000 l d'après nos estimations.

Cette surprenante stabilité résulte d'évolutions contraires qui se neutralisent. D'un côté, la valorisation du lait transformé en commodités laitières (beurre et poudre maigre) s'est appréciée de mars à mai, puis légèrement dépréciée depuis juin. De l'autre, les indices de saisonnalité du prix du lait ont évolué en sens inverse : à la baisse de mars à mai, puis à la hausse de juin à septembre. Enfin, les éleveurs semblent bénéficier des premiers effets de la loi EGALIM qui vise à intégrer l'évolution des coûts de production dans le calcul du prix du lait.



Si la tendance baissière des cours des commodités laitières se prolongeait cet été, le prix du lait à la production pourrait demeurer stable et plutôt incitatif, grâce à des coûts de production qui pourraient sensiblement s'éroder. L'Ipampa lait de vache a marqué le pas, sous l'effet d'un léger tassement du prix des aliments achetés et des engrais et amendements. Cependant, il demeure malgré tout relativement élevé (+1,2% /2018 à l'indice 104,4 points en mai).

...Et en Allemagne

En **Allemagne**, comme en France, la production laitière a été affectée par l'épisode de canicule. La collecte hebdomadaire a chuté de 2,7% en semaine 26 selon l'agence ZMB, après avoir été presque rétablie les semaines précédentes. Ainsi la collecte mensuelle a reculé en juin au même rythme qu'en mai (-1,3% /2018), revenant à son niveau de 2016 et 2017.

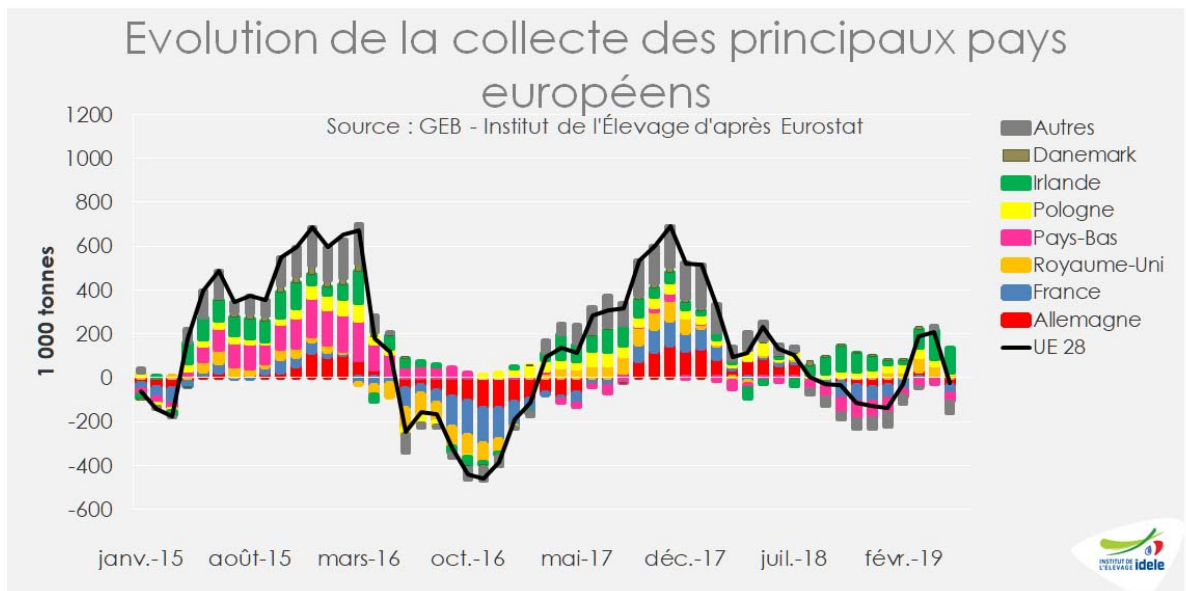
Au-delà de l'effet canicule, la production allemande paraît contenue par un cheptel national toujours réduit. Il manque toujours 100 000 vaches laitières (-2,4% /2018 à 4,067 millions de têtes d'après l'inventaire de mai) depuis l'automne 2018. A l'époque les éleveurs avaient été contraints de réduire leur troupeau pour faire face à la pénurie de fourrages provoquée par l'été exceptionnellement chaud et sec. Depuis, les éleveurs n'ont pu ré-étoffer leur troupeau faute de génisses amouillantes suffisantes en âge de vêler, malgré des réformes ralenties au 1^{er} semestre 2019. De plus, le prix du lait à la production n'incite pas les éleveurs à acheter davantage de concentrés et à relancer les investissements. Le prix du lait à la production s'érode mois après mois. A 313 €/1 000 l en mai, le prix du lait standard (ramené 32 g de MP et 38 g de MG) a cédé 5% en 6 mois. Il est repassé sous le niveau de 2016 (avant le rebond d'alors) mais dépasse encore de peu celui de 2018.

Au 1^{er} semestre, la collecte allemande a reculé de 0,6% /2018, se situant légèrement sous son niveau de 2016. Elle a faiblement progressé au Nord, mais a nettement reculé au Sud et à l'Est, entre -2,0 et -2,5% selon nos estimations.

Collecte ralentie dans un nombre croissant de pays

Aux **Pays-Bas**, la production laitière était toujours ralentie au printemps (-2,5% /2018 en mai) dans la tendance à l'œuvre depuis au 1^{er} semestre (-2,7% sur 5 mois) sous l'effet d'un cheptel désormais très contracté. Le prix du lait garanti par FrieslandCampina est lui aussi orienté à la baisse. A 350 €/t en juillet, il a cédé 25 € en 4 mois, repassant sous les niveaux de 2017 et 2018.

La production laitière a sensiblement reculé d'une année sur l'autre dans la plupart des pays de l'Europe de l'Est depuis avril. Elle est toujours croissante en Pologne, mais à un rythme ralenti : +0,3% /2018 en mai contre +4% au 1^{er} trimestre.



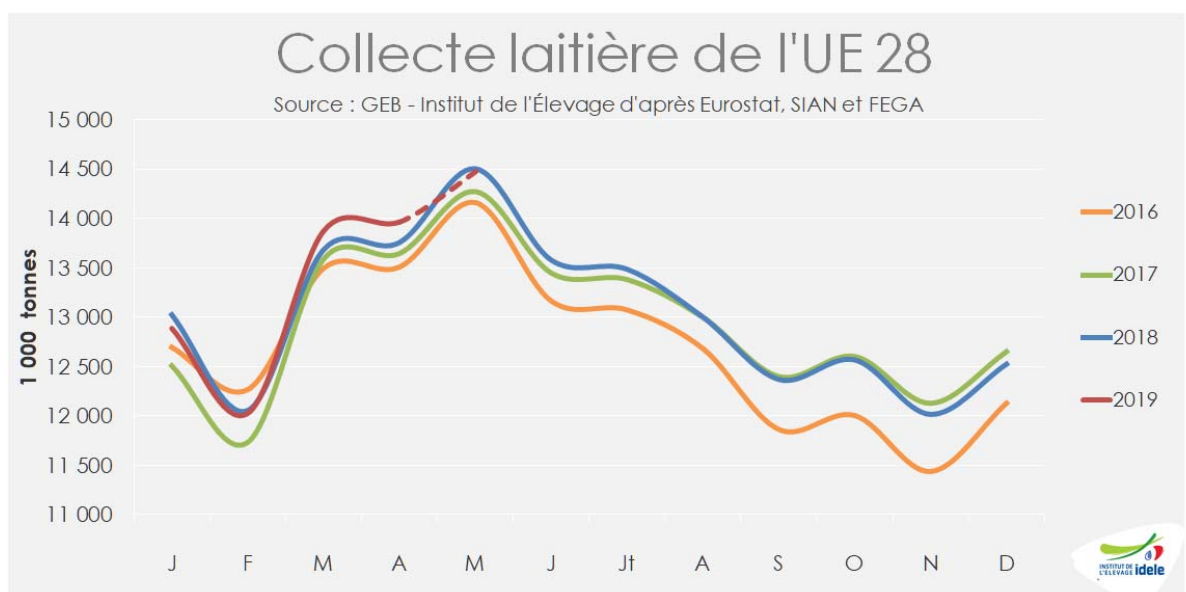
Mais toujours dynamique dans les îles britanniques

Au **Royaume-Uni**, la croissance de la collecte est aussi moins forte en mai (+1,5% /2018) qu'au 1^{er} quadrimestre (+3,7%). Le cheptel laitier semble stabilisé au 1^{er} semestre 2019, malgré une sensible accélération du rythme des cessations laitières en Angleterre (-6% en six mois d'après AHDB). Parallèlement à ces arrêts, de nombreux élevages s'agrandissent stimulés par l'ambiance laitière très favorable à la veille du *Brexit*. Avec ou sans accord, il est plutôt comme une opportunité pour la filière laitière britannique, même s'il risque de perturber les flux entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande.

Le prix du lait connaît une baisse saisonnière moins prononcée qu'en 2018. A 283 £/1 000 l en avril, le prix du lait standard s'est sensiblement apprécié de +3% /2018 (328 €/1 000 l).

En **Irlande**, la croissance de la collecte est toujours aussi ferme (+11% /2018 en mai comme depuis 5 mois) grâce à un cheptel laitier étoffé et des conditions climatiques optimales pour la production herbagère (printemps doux et humide). Seule ombre au tableau : l'évolution du prix du lait. A 312 €/1 000 l en avril, le prix de base a perdu 26 €/1 000 l en quatre mois, repassant ainsi sous son niveau de l'an dernier (-1% /2018).

En somme, la collecte européenne marque le pas en mai (-0,2%) en mai, après 2 mois plutôt dynamique (+1,4% en mars et +1,5% en avril). Soit une croissance faible (+0,3% /2018) sur 5 mois. La croissance de la production devrait reprendre au 2nd semestre, sauf si le continent européen subissait un nouvel été très chaud et sec.



Production ralentie dans les grands bassins de l'hémisphère Sud

Alors que la campagne néozélandaise s'annonçait exceptionnelle, une vague de chaleur et un temps sec se sont abattus sur une grande partie du pays depuis janvier affectant la production fourragère et laitière. Après un arrêt de la croissance en février, la production a chuté en mars et avril (- 8,3 % /2018 et -8,4 %). De nombreux éleveurs ont anticipé les tarissements et les réformes plutôt que d'acheter de l'alimentation pour tenter de maintenir un niveau de production élevé. Sur toute la campagne, la hausse de production n'est plus que de 2,2% par rapport à la campagne précédente. Avec 21,8 millions, il s'agit néanmoins du 2^{ème} plus haut niveau historique, après celle de la campagne 2014/2015. Cette contre-performance ont tiré le cours des actions de Fonterra à la baisse en mai.

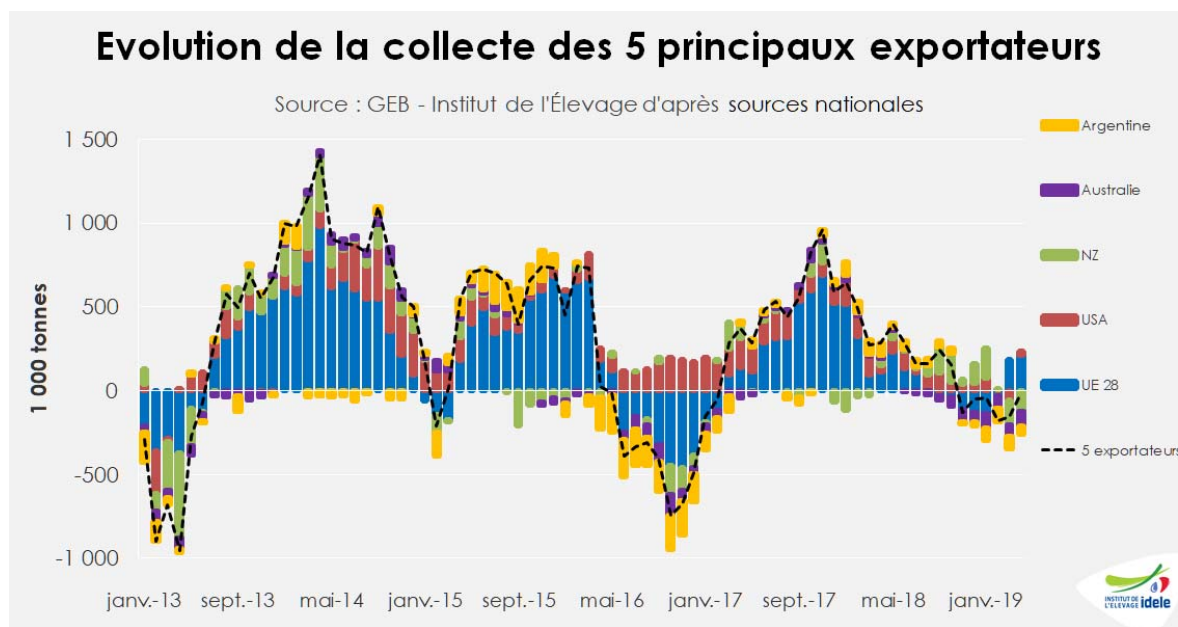
En Australie, la sécheresse estivale, encore plus violente que les années précédentes, et le renchérissement de l'alimentation animale handicapent la production laitière qui a décroché depuis un an (-14% /2018 en avril et mai et -8% d'une campagne à l'autre). Entre novembre 2018 et avril 2019, le prix du lait s'est en conséquence fortement apprécié, aussi bien en monnaie locale (+49%) qu'en dollars (+27%). Il a certes permis aux éleveurs de faire face à la hausse de leurs coûts de production, mais suffira-t-il à préserver le potentiel de production du pays.

La situation est presque aussi préoccupante en Argentine. Des conditions climatiques extrêmes durant l'été austral (température élevée et forte hydrométrie) ont entravé la production laitière qui a chuté de décembre à avril (-7,5% /2018). Ensuite, elle a moins reculé (-2% /2018) durant l'automne austral grâce à un temps plus frais. La production continuerait de légèrement refluer, malgré l'envol du prix du lait (x1,3 en un an à 14 000 pesos/1 000 l en avril soit 288 €). Cette envolée découle essentiellement de la dépréciation du peso argentin et secondairement de la chute de la ressource laitière.

Croissance stoppée aux États-Unis

Aux États-Unis, la production a sensiblement reculé en mai (-0,4% /2018) et égalé son niveau de l'an dernier sur 5 mois. Si les grands États producteurs enregistrent des hausses (Californie, Wisconsin Idaho, New York, Texas), de nombreux petits États affichent des baisses. En outre, le recul du cheptel laitier (-1% 2018) est tout juste compensé par une hausse des rendements (+1,1%). En 2018, la dégradation de la marge laitière a d'un côté accéléré les cessations laitières dans la région des grands lacs où prédominent les exploitations familiales et de l'autre ralenti la croissance des très grands élevages. La remontée du prix du lait à la production depuis janvier (+9% à 397 \$/t en mai), parallèlement à une stabilisation des charges alimentaires, devrait stopper la décroissance du cheptel laitier cet été et réamorcer la croissance de la collecte au 4^{ème} trimestre 2019. Auquel cas, la production annuelle augmenterait modestement (+0,2% /2018 selon USDA).

Au total, la production laitière dans les 5 grands bassins exportateurs poursuit son léger reflux : estimé à -0,7% /2018 en mai soit -0,5% sur 5 mois.

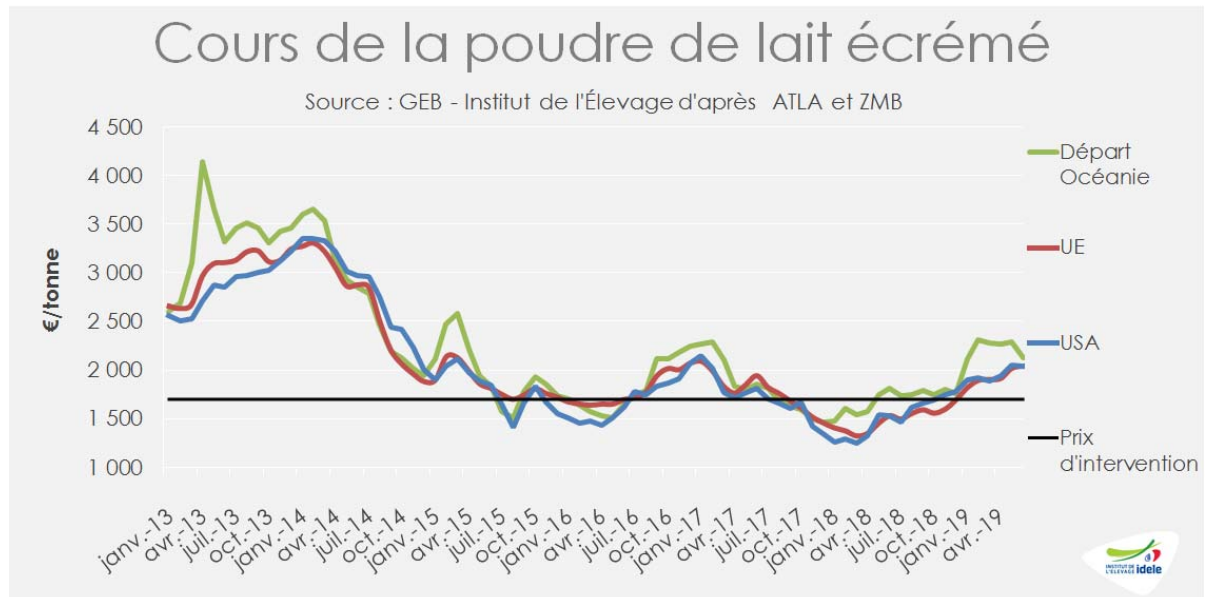


Lait de vache » Marché des produits laitiers » A la recherche d'un équilibre

Les marchés des produits laitiers restent sous pression, malgré un contexte mondial de ressources laitières limitées dans les bassins excédentaires. Les cours de la protéine laitière ne progressent plus tandis que ceux du beurre et du lactosérum poursuivent leur repli.

Marché de la poudre maigre : des cours stabilisés

Après avoir regagné +240 € en avril et mai, la cotation ATLA de la poudre maigre s'est stabilisée en juin à 2 150 €/t, 35% au-dessus de son niveau de 2018 à pareille époque. Les prix de la protéine laitière a également marqué le pas dans le reste du monde, tout en demeurant supérieur à son niveau de l'année dernière. A 2 042 €/t, le cours est resté stable aux États-Unis, tandis qu'il a perdu 7% en euros d'un mois sur l'autre en partance de Nouvelle-Zélande (2 120 €/t; +17% /2018).

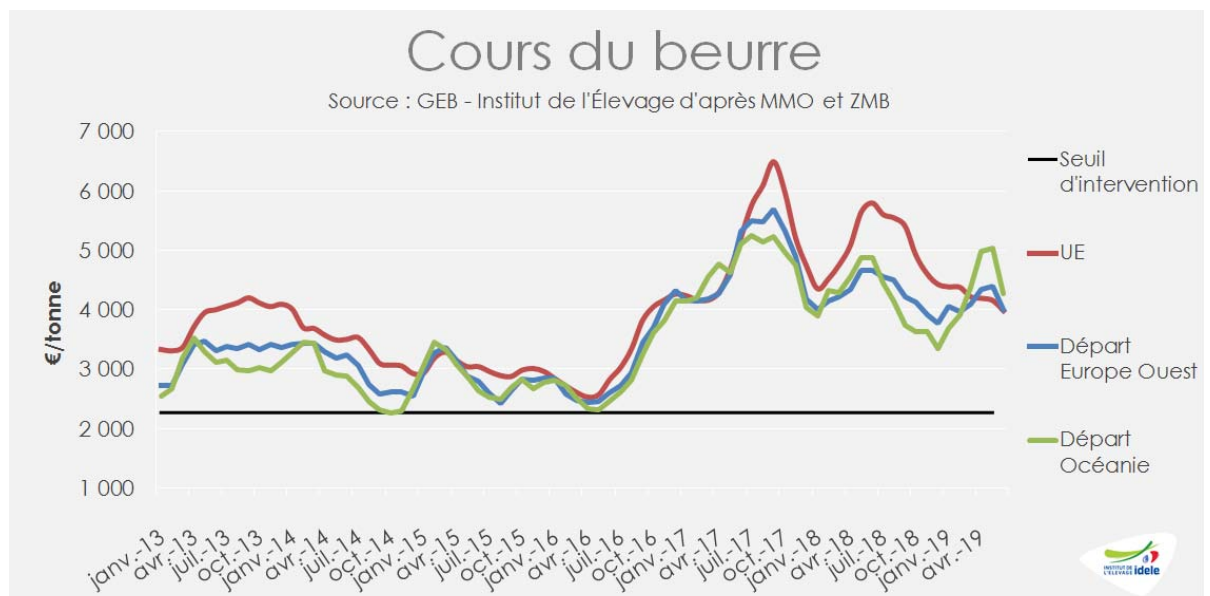


Ces derniers mois, l'embellie sur le marché des protéines a incité les laiteries européennes à privilégier le couple beurre/poudre maigre. Les fabrications de poudre maigre dans l'UE-28 ont ainsi bondi de +11% en avril, après avoir légèrement reculé sur le 1^{er} trimestre 2019. A l'inverse, la production poursuit son recul aux États-Unis (-4% /2018 en avril et -2% sur les 4 premiers mois) avec des stocks record pour un mois d'avril.

Les exportations européennes de poudre maigre sur pays tiers sont demeurées dynamiques grâce à la remise sur le marché de 170 000 t de produits d'intervention au 1^{er} trimestre. Elles ont bondi de 32% (+106 000 t) sur les 5 premiers mois de 2019, à 435 000 t. Sur 1^{er} quadrimestre, l'UE-28 a fourni la totalité volumes supplémentaires échangés sur le marché mondial (+88 000 t sur les 108 000 t supplémentaires échangées). Dans le même temps, les États-Unis, deuxième exportateur majeur, ont réduit leurs expéditions (-13% /2018), tandis que les autres exportateurs, Nouvelle-Zélande et Biélorussie notamment, ont plus ou moins accru leurs expéditions sans pour autant compenser le repli étatsunien.

Marché du beurre : la détente se poursuit

En juin, le marché du beurre a poursuivi sa détente. Entre début mai et début juillet, le cours moyen du beurre dans l'UE-28 a cédé 300 €, repassant sous la barre des 4 000 €/t et se situant 30% sous le très bon niveau de l'an dernier. La compétitivité du beurre européen sur le marché mondial n'aura pas duré longtemps puisque le cours du beurre néo-zélandais, après s'être fortement apprécié entre janvier et mai, a chuté en juin (-15% d'un mois sur l'autre) pour passer début juillet sous les 4 000 €/t, malgré des disponibilités réduites.



La reprise de la collecte laitière européenne et le redressement des cours de la protéine laitière depuis janvier ont relancé les fabrications de beurre/poudre maigre dans l'UE. Ainsi après avoir légèrement reculé en début d'année, les fabrications de beurre ont progressé en mars (+2% /2018) et en avril (+5%).

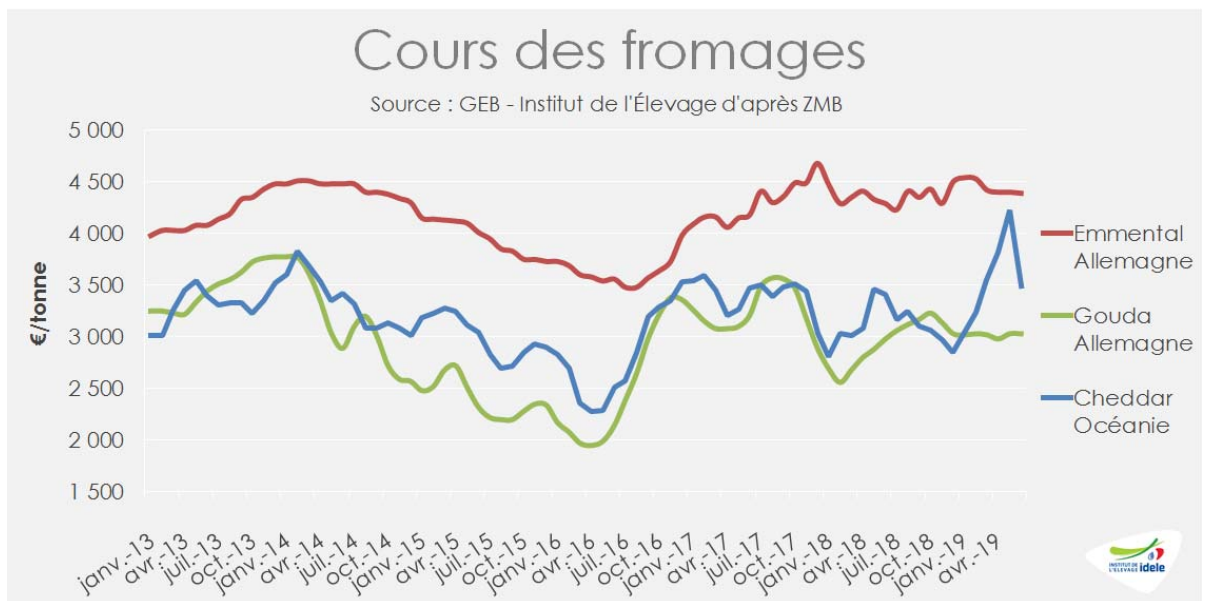
Mais les transformateurs européens ont fait face depuis janvier à une demande européenne morose et à un déficit de compétitivité sur le marché mondial. Ils ont donc reconstitué leurs stocks qui ont dépassé les 200 000 t fin avril soit +84 000 t en un an selon ATLA. Les exportations européennes de beurre ont rebondi en avril (+15% /2018) et en mai (+34%), mais affichent toujours un repli de -6% /2018 sur les 5 premiers mois de l'année. Les envois néozélandais, premier fournisseur mondial, ont progressé de 10% sur le même période, portant la hausse des 5 premiers exportateurs mondiaux à +4% /2018.

Cependant la demande semble contrastée selon les grands pays importateurs. La Russie a fortement accru ses achats (+74% /2018), notamment en provenance de Biélorussie, mais aussi de Nouvelle-Zélande. La hausse des coûts de production du lait russe et l'appréciation du rouble affaiblissent la compétitivité des fabrications locales face aux produits importés dont les prix baissent. Les États-Unis (+47% /2018) et l'Iran (+88%) ont également fortement augmenté leurs importations depuis janvier 2019. En revanche, les importations chinoises ont fortement reculé (-30% /2018 sur les 5 premiers mois), corrigeant les importations excessives de 2018.

Marché de fromages : des échanges dynamiques

Les évolutions du marché des fromages commodités demeurent contrastées selon les bassins. Après avoir flambé depuis mars sous l'effet de disponibilités limitées en Nouvelle-Zélande et avoir atteint un record historique en mai, le cours du cheddar au départ d'Océanie a fortement chuté en juin, perdant 18% de sa valeur (-740 €) d'un mois sur l'autre pour passer sous les 3 500 €/t. Il est ainsi retombé sous son niveau de mars 2019 et à un niveau proche de celui de l'année dernière à pareille époque. A l'inverse, la hausse plus lente du cours aux États-Unis, entamée fin 2018, se poursuit. A près de 4 000 €/t en juin 2019, la progression se chiffre à +24% depuis décembre 2018.

Dans l'UE-28, les cours du gouda est demeuré stable en juin tandis que celui de l'emmental a reculé.



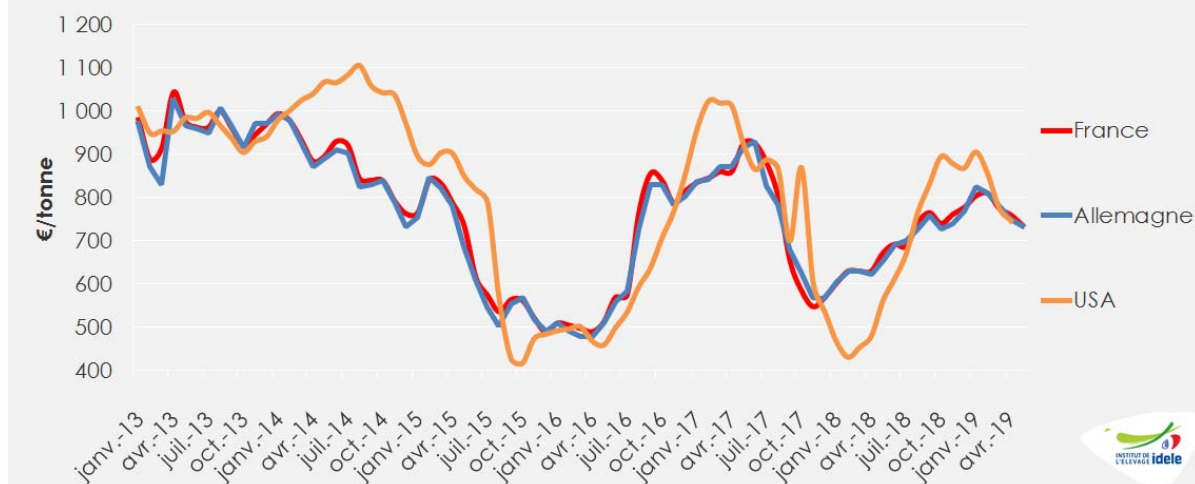
Les fabrications européennes affichent une modeste croissance de +0,5% au 1^{er} trimestre grâce à un rebond en avril (+2%/2018). L'augmentation des stocks européens a été modérée (+ 2 900 t /2018 selon ATLA), grâce à la croissance de la demande européenne et d'une petite hausse des exportations sur pays tiers (+2% /2018) sur les 5 premiers mois de l'année. Les envois étatsuniens et néozélandais ont, eux, nettement progressé respectivement de +9% et +6%, si bien que les échanges internationaux ont bondi de +6% /2018. Seules les exportations australiennes poursuivent leur recul faute de disponibilités. Le dynamisme des achats japonais et russes ne faiblit pas avec des hausses avoisinant les +10% sur les 5 premiers mois de l'année.

Marché du lactosérum : plombé par la Chine

En France, la cotation ATLA de la poudre de lactosérum destinée à l'alimentation animale a encore cédé 30 €/t en 5 semaines, entre fin mai et début juillet, soit une dépréciation de 150 € en 2 mois. Ramenée à 680 €/t en semaine 27, elle se situe à 10 € sous son niveau de 2018 à pareille époque.

Cours de la poudre de lactosérum

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ATLA et ZMB



Les fabrications européennes sont en légère hausse depuis avril par rapport à 2018, en lien avec la reprise des fabrications fromagères. En revanche, elles demeurent fortement ralenties aux États-Unis (-14% /2018 au 1^{er} trimestre 2019), où les fabricants s'adaptent à la hausse des droits de douane imposée par Chine aux produits étatsuniens et aux ravages de la fièvre porcine africaine. Sur les 5 premiers mois, les exportations étatsuniennes de poudre de lactosérum ont chuté de -31% /2018 à 166 000 t toutes destinations. Les envois européens ont faiblement reculé sur la même période (-5% à 234 000 t). En somme les échanges internationaux ont fléchi de 10% /2018 sur les 5 premiers mois de 2019.

Le cours français continue de baisser

Le manque de consommation, dans un contexte de fortes chaleurs, la pression des prix à l'import et la dégradation du marché des peaux pèsent sur la cotation de l'agneau français.

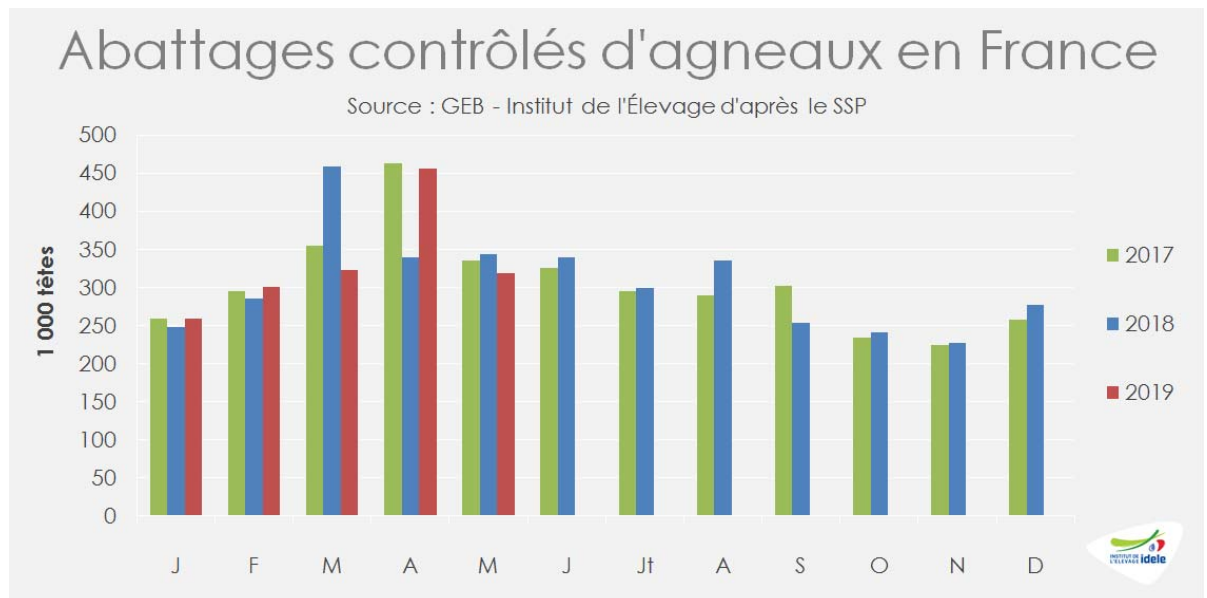
Viande ovine » France »

La cotation française reste sous pression

Le cours de l'agneau français plonge face au manque de consommation, aux prix bas à l'import et à l'effondrement de la valorisation du 5^{ème} quartier.

Recul des abattages en mai

À respectivement 318 000 têtes et 53 500 têtes en mai, les abattages français d'agneaux et d'ovins adultes ont baissé de 7% et 4% par rapport à l'année précédente. Alors que le poids carcasse moyen des ovins adultes était également en repli (-2% /2018, à 26,3 kg), celui des agneaux a progressé de 2% (à 18,6 kg). Au total, la production française de viande ovine a atteint 7 300 téc en mai, soit 6% de moins qu'en 2018.



En cumul de janvier à mai 2019, la production française enregistre une diminution de 1% par rapport à la même période de 2018.

Les importations de viande ovine baissent en volume et en prix

Après un bond en avril, lié au décalage de la date de Pâques, les importations françaises de viande ovine se sont repliées de 4% en mai, à 7 700 téc. La forte hausse des achats en provenance du Royaume-Uni (+38% /2018, à 2 800 téc) et d'Irlande (+15%, à 1 600 téc) n'a en effet pas compensé la chute des volumes importés depuis l'Espagne (-35% à 1 600 téc) et la Nouvelle-Zélande (-31% à 1 000 téc).

Les prix des carcasses d'agneaux réfrigérées importées d'Irlande et du Royaume-Uni restaient toutefois très en deçà de leurs niveaux de 2018 (-12% /2018 à 6,22 €/kg équivalent carcasse pour l'Irlande ; -18% à 5,42 €/kg éc pour le Royaume-Uni), accentuant ainsi la pression sur le cours français.

Prix (rendu France) des carcasses d'agneaux réfrigérées importées du Royaume-Uni et d'Irlande

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat



Au total sur les 5 premiers mois de l'année, les achats français de viande ovine affichent toutefois toujours une progression de 3% par rapport à l'année précédente.

Le cours de l'agneau français poursuit sa chute

Alors que les fortes chaleurs du mois de juin ont pesé sur la consommation française de viande ovine, déjà morose les mois précédents, les prix bas à l'import et le manque de valorisation du 5^{ème} quartier ont accentué le recul de la cotation française. À 5,91 €/kg de carcasse début juillet, le cours moyen de l'agneau lourd calculé par FranceAgriMer était ainsi inférieur de 42 centimes (-7%) à sa valeur de 2018 et de 57 centimes (-9%) à celle de 2017.

Cotation de l'agneau français

Prix Moyen Pondéré des régions

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer



Viande ovine » UE et monde »

La cotation baisse au Royaume-Uni

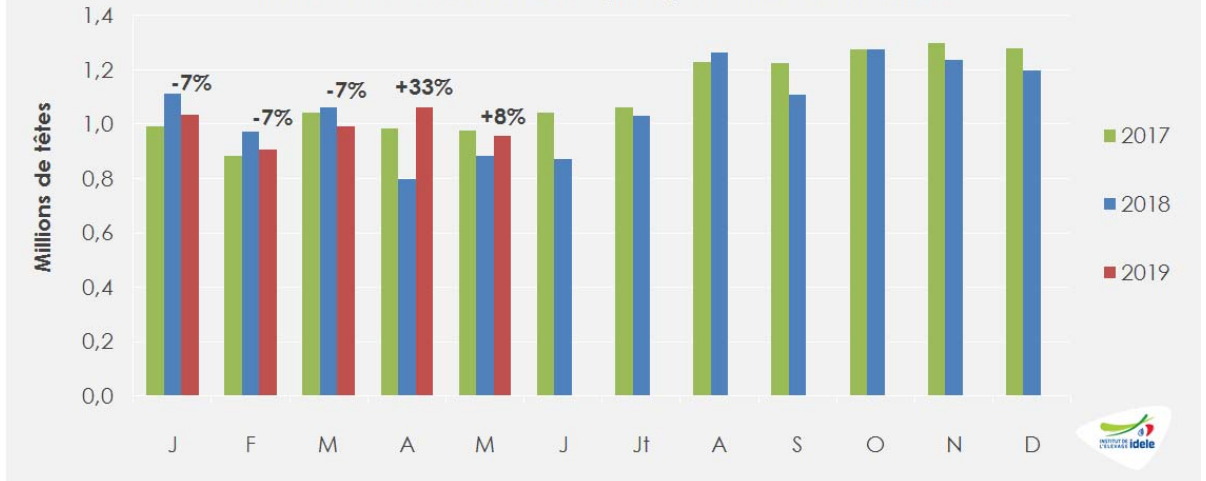
Le cours de l'agneau britannique reste sous pression, en raison de l'afflux d'agneaux dans les abattoirs.

ROYAUME-UNI : Les abattages sont toujours très dynamiques et pèsent sur la cotation

Dopés par de meilleures conditions climatiques qu'en 2018, les sorties d'agneaux de la nouvelle saison restent en nette progression au Royaume-Uni. À 955 400 têtes en juin, elles dépassaient ainsi de 8% leur niveau de l'année précédente. Les abattages d'ovins adultes étaient également en hausse (+7% /2018, à 135 500 têtes), de même que les poids moyens de carcasse, ce qui a conduit au bond de 15% de la production britannique de viande ovine, à 23 500 téc.

Abattages d'agneaux au Royaume-Uni

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AHDB - Beef & Lamb



Face à des disponibilités plus abondantes, la cotation britannique de l'agneau reste en repli : à 4,34 £/kg de carcasse début juillet, elle était inférieure de 6% à son niveau de 2018 (soit -8%/ 2018, à 4,78 €/kg de carcasse en monnaie européenne).

NOUVELLE-ZÉLANDE : La baisse des envois vers l'UE se poursuit

Malgré l'utilisation de stocks de report congelés, la chute de la production en mai (-23% /2018, à 34 000 téc) a conduit au recul de 16% des exportations néozélandaises de viande ovine (à 39 600 téc). En léger retrait vers la Chine (-3% à 18 500 téc), les envois ont à nouveau chuté à destination de l'Union européenne (-30% à 11 100 téc).

Exportations néozélandaises de viande ovine vers l'Union européenne

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après NZ Statistics



En cumul sur les 5 premiers mois de 2019, les exportations néozélandaises de viande ovine enregistrent un repli de 2% par rapport à 2018.

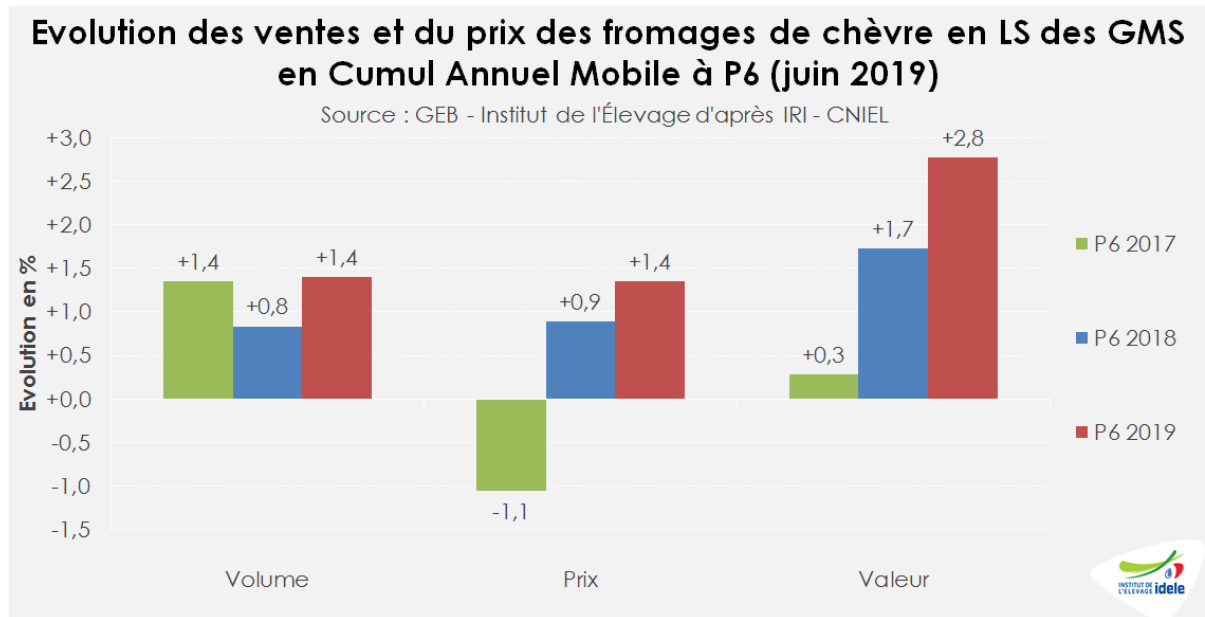
Un marché toujours bien orienté

Les achats de fromages de chèvre ont connu une belle progression depuis le début de l'année, en volume mais surtout en valeur : la hausse du prix moyen des fromages de chèvre, tirée par une revalorisation des produits et par la montée en gamme des produits achetés, a boosté le chiffre d'affaires des distributeurs.

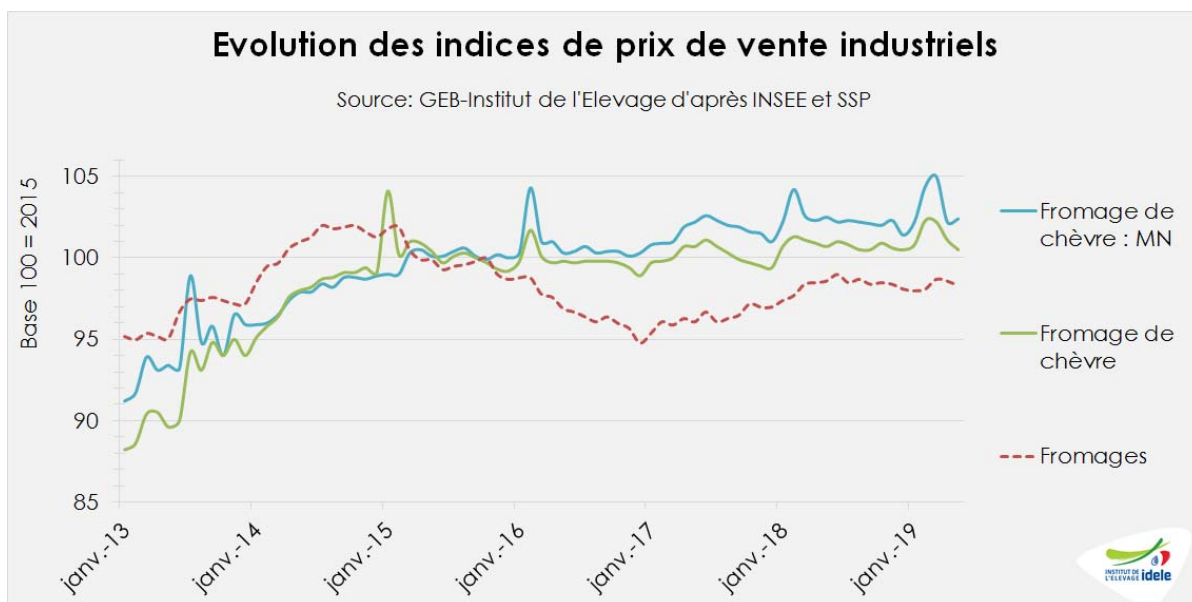
Lait de chèvre et viande » Fromage »

La consommation est toujours dynamique

Malgré un contexte de prix haussier, les ventes de fromages de chèvre dans les rayons libre-service des GMS sont restées dynamiques au 1^{er} semestre 2019, grâce à des volumes et des prix en hausse.



Après avoir ralenti en 2018, la consommation française de fromages de chèvre a retrouvé une bonne dynamique. Les ventes en libre-service des GMS, qui absorbent près de la moitié des fabrications totales de fromages de chèvre, ont progressé de 1,4% en Cumul Annuel Mobile à P6 (juin 2019), contre 0,8% en 2018. Les ventes de fromages affinés ont été dynamiques (+1,3%), ainsi que celles de fromages frais (+1,5%). En revanche, les ventes de fromages AOP ont stagné, avec cependant des résultats très variables entre les appellations : le rebond des ventes de Ste Maure de Touraine (+8,8%) a compensé la baisse des ventes de Rocamadour (-3%), de Selles-sur-Cher (-6%) ou encore de Pouligny-St-Pierre (-6%). Au final, les volumes commercialisés de fromages de chèvre retrouvent une dynamique similaire à celle de 2017. Mais à la différence de 2017, elle se fait dans un contexte de nette revalorisation du prix de vente des fromages de chèvre, de +1,4% d'une année sur l'autre, à 11,78 €/kg en moyenne.

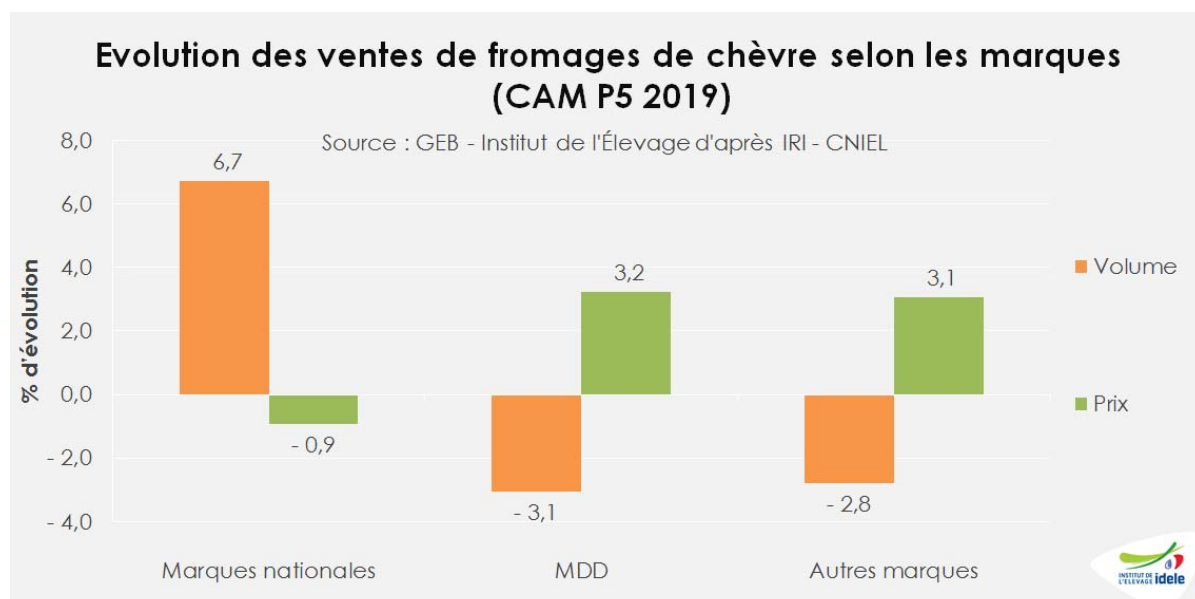


Une revalorisation en partie due à la hausse des PVI...

Cette hausse du prix s'explique en partie par la revalorisation des Prix de Vente Industriels (PVI), que les distributeurs ont répercuté en magasin. Simultanément à l'entrée en vigueur de la loi EGALIM, les négociations de début d'année avec la grande distribution ont permis d'obtenir des hausses, jugées insuffisantes par les transformateurs, mais qui ont entraîné une hausse de l'indice des PVI de +1% /2018 en février et mars après un mois de janvier atone. Cette embellie n'a cependant été que de courte durée : l'indice des PVI a été stabilisé en avril et mai... sans que la hausse du prix moyen de vente aux consommateurs ne freine.

...mais surtout à la montée en gamme des ventes

L'évolution de la structure des ventes explique en partie la hausse du prix moyen de vente des fromages de chèvre aux consommateurs. Les fromages commercialisés sous Marques Distributeurs (MDD), moins bien valorisés, sont en perte de vitesse depuis 2015. En cumul annuel mobile à P5 (mai 2019), les volumes vendus ont encore reculé de près de 3,1% d'une année sur l'autre, tombant à 44% de part de marché, contre près de 51% en 2015. A l'inverse, les ventes de fromages sous MN (Soignon, Président, Saint-Loup, Chavroux...) ont bondi de près de 6,7% en CAM à P5 (mai) et ont pesé pour près de 44% des ventes, à jeu égal avec les MDD, contre 38% seulement en 2015. Les MDD pâtissent d'une moins bonne image de qualité auprès des consommateurs, qui se sont tournés progressivement vers les Marques Nationales. D'autant plus que le différentiel de prix entre MN et MDD s'est encore réduit : le prix des fromages sous MN s'est effrité de -0,9%, à 11,03 €/kg, alors que celui des MDD a bondi de +3,2%, à 10,74 €/kg. Les autres marques, qui représentent environ 9% des ventes, ont également reflué (-2,8%), mais la baisse des volumes a été compensée par la hausse de 3,1% du prix. Composés d'Appellations d'Origine Protégée ou encore de marques régionales, ces fromages sont positionnés sur un segment haut de gamme avec un prix moyen de 20,3 €/kg. A noter également, la progression de près de 32% des ventes de fromages de chèvre bio, qui représentent ainsi 2% des volumes commercialisés en libre-service pour un prix moyen de vente de 17 €/kg.



Matière première : l'approche des récoltes en hémisphère Nord contient les prix des céréales à paille

Alors que les prix des tourteaux restent assez stables en lien avec les incertitudes sur la demande chinoise, le cours du maïs a rebondi mi-mai face aux risques climatiques sur les cultures aux États-Unis. De leur côté, le prix du blé et de l'orge reste contenu par l'arrivée des récoltes.

Céréales : rebond du maïs sous fond de mauvaises conditions aux USA

L'arrivée des récoltes d'orge et de blé pèse sur les prix physiques des céréales à paille. Les productions de blé et d'orge sont attendues supérieures à l'an dernier dans l'UE-28 et en Mer Noire, ce que confirme le début des moissons. Cependant, la récente vague de chaleur sur l'Europe de l'Ouest a apporté des inquiétudes sur la fin de cycle des blés (risque d'échaudage). Les conditions climatiques sèches en Russie sont également sous la surveillance des experts. La récolte du premier exportateur mondial, estimée entre 78 Mt et 80 Mt, augmenterait de l'ordre de +8% /2018, mais se situerait en dessous du record de 2017. La majorité des exportateurs de blé, à l'exception des États-Unis, débutent la campagne sur un niveau de stock plutôt tendu. Les impacts sur les prix seront ainsi non négligeables en cas de récoltes décevantes. Pour l'heure, la mer Noire se montre l'origine la plus compétitive à l'export.

Le mouvement de marché le plus notable en cette fin de campagne 2018/19 a concerné le maïs. Dans le sillage des cotations internationales, le cours du maïs français a gagné 12% entre début mai et fin juin. Durant cette période, le maïs américain a donné le ton du marché. Les conditions climatiques froides et humides, durant plusieurs semaines, notamment dans le *Corn Belt*, ont provoqué un retard inédit des semis et du développement des cultures. L'incertitude sur les perspectives de production du premier producteur mondial reste entière : l'USDA a fortement dégradé sa prévision pour 2019/20 à 347,5 Mt (- 5% /2018), mais les surfaces pourraient finalement s'avérer moins réduites qu'attendu. En Ukraine, malgré la chaleur, le début du cycle des cultures de maïs se déroule bien. En dépit de la récolte record en 2018/19, les stocks de maïs ukrainiens s'assèchent vite suite à des exportations très dynamiques qui ont notamment permis de fournir la forte demande européenne. L'UE-28 a importé 23,7 Mt de maïs entre juillet 2018 et juin 2019, un record (+33% par rapport à la campagne précédente).

L'écart de prix entre le maïs et le blé s'est fortement réduit depuis mai. Le maïs perd ainsi l'avantage détenu durant toute la campagne 2018/19. Une reprise de l'utilisation de blé et d'orge dans les rations animales est donc attendue en 2019/20, au détriment du maïs dont les imports devraient donc se réduire.



Oléagineux : la Chine et les États-Unis restent les déterminants du marché

Outre le conflit commercial sino-américain qui anime le marché du soja depuis près d'un an, les États-Unis et la Chine ont récemment fait l'objet de l'attention pour d'autres facteurs.

Aux États-Unis, les conditions climatiques défavorables ont également eu des effets sur les semis de soja. La période optimale de semis a pris fin avant que la totalité des surfaces puissent être emblavées. Dans ce contexte, l'USDA prévoit un recul significatif des surfaces de soja (-10% /2018), ce qui a conduit à un rebond des cours du soja à Chicago en mai-juin, et une légère hausse de ceux du tourteau sur le marché français (+1,5%).

Le mouvement de hausse a toutefois été limité. En premier lieu, la demande chinoise est très ralentie suite au développement de l'épidémie de fièvre porcine africaine qui décime le cheptel porcin chinois, et ceux des pays voisins (Vietnam en premier lieu). De plus, les productions de soja brésiliennes et argentines qui ont été bonnes, maintiennent le stock mondial à un niveau très confortable.

Si les tensions sino-étatsuniennes ont été apaisées lors du G20 au Japon (fin juin), un accord tarde toujours à venir. Une reprise des négociations a été annoncée, ce qui s'est traduit par l'achat de fèves de soja américaines par la Chine. Le volume acheté reste cependant bien trop faible pour alléger le bilan américain.

Enfin, le manque de dynamisme des cours du soja, de l'huile de palme et du canola canadien empêche toute reprise les cours de la graine de colza européenne, malgré la faible récolte de colza attendue en Europe pour 2019/20. Le cours du tourteau de colza reste quant à lui globalement stable (-0,9% en deux mois).

